



**FIDA**  
**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**  
**Conseil d'administration - Soixante-dix-septième session**  
Rome, 10-11 décembre 2002

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT**

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

**RÉPUBLIQUE DOMINICAINE**

POUR LE

**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT SOCIOÉCONOMIQUE EN FAVEUR DES  
POPULATIONS VULNÉRABLES DES PROVINCES FRONTALIÈRES**



## TABLE DES MATIÈRES

<b>TAUX DE CHANGE</b>	<b>iii</b>
<b>POIDS ET MESURES</b>	<b>iii</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>iii</b>
<b>CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME</b>	<b>iv</b>
<b>RÉSUMÉ DU PRÊT</b>	<b>v</b>
<b>NOTE DE PRÉSENTATION</b>	<b>vi</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA</b>	<b>1</b>
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec la République dominicaine	3
<b>DEUXIÈME PARTIE – LE PROGRAMME</b>	<b>4</b>
A. La zone du programme et le groupe cible	4
B. Objectifs et portée	5
C. Composantes	6
D. Coûts et financement du programme	8
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	11
F. Organisation et gestion	11
G. Justification économique	13
H. Risques	14
I. Impact sur l'environnement	14
J. Aspects novateurs	14
<b>TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ</b>	<b>14</b>
<b>QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION</b>	<b>15</b>
 <b>ANNEXE</b>	
<b>RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES     INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ</b>	 <b>17</b>



**APPENDICES**

<b>I. COUNTRY DATA</b> <b>(DONNÉES SUR LE PAYS)</b>	<b>1</b>
<b>II. PREVIOUS IFAD FINANCING</b> <b>(FINANCEMENT ANTÉRIEUR DU FIDA)</b>	<b>2</b>
<b>III. BENEFICIARIES AND STRATEGIC APPROACH</b> <b>(BÉNÉFICIAIRES ET APPROCHE STRATÉGIQUE)</b>	<b>3</b>
<b>IV. KEY FILE</b> <b>(DOSSIER CLÉ)</b>	<b>4</b>
<b>V. PHASING OF COMPONENTS AND INSTITUTIONAL</b> <b>RESPONSIBILITIES</b> <b>(ÉCHELONNEMENT DES COMPOSANTES ET RESPONSABILITÉS</b> <b>INSTITUTIONNELLES)</b>	<b>16</b>
<b>VI. PROGRAMME ORGANIZATION AND MANAGEMENT</b> <b>(ORGANISATION ET GESTION DU PROGRAMME)</b>	<b>17</b>

### TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Peso dominicain (DOP)
1,00 USD	=	17,05 DOP
1,00 DOP	=	0,06 USD

### POIDS ET MESURES

Système métrique

### SIGLES ET ACRONYMES

GTZ	Office allemand de la coopération technique
INVI	<i>Instituto Nacional de la Vivienda</i> (Institut national du logement)
KfW	Institut allemand de crédit pour la reconstruction
ONAPLAN	<i>Oficina Nacional de Planificación</i> (Office national de planification)
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
PROPESUR	Projet en faveur des petits paysans de la région Sud-Ouest - Phase II
UGP	Unité de gestion du programme
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

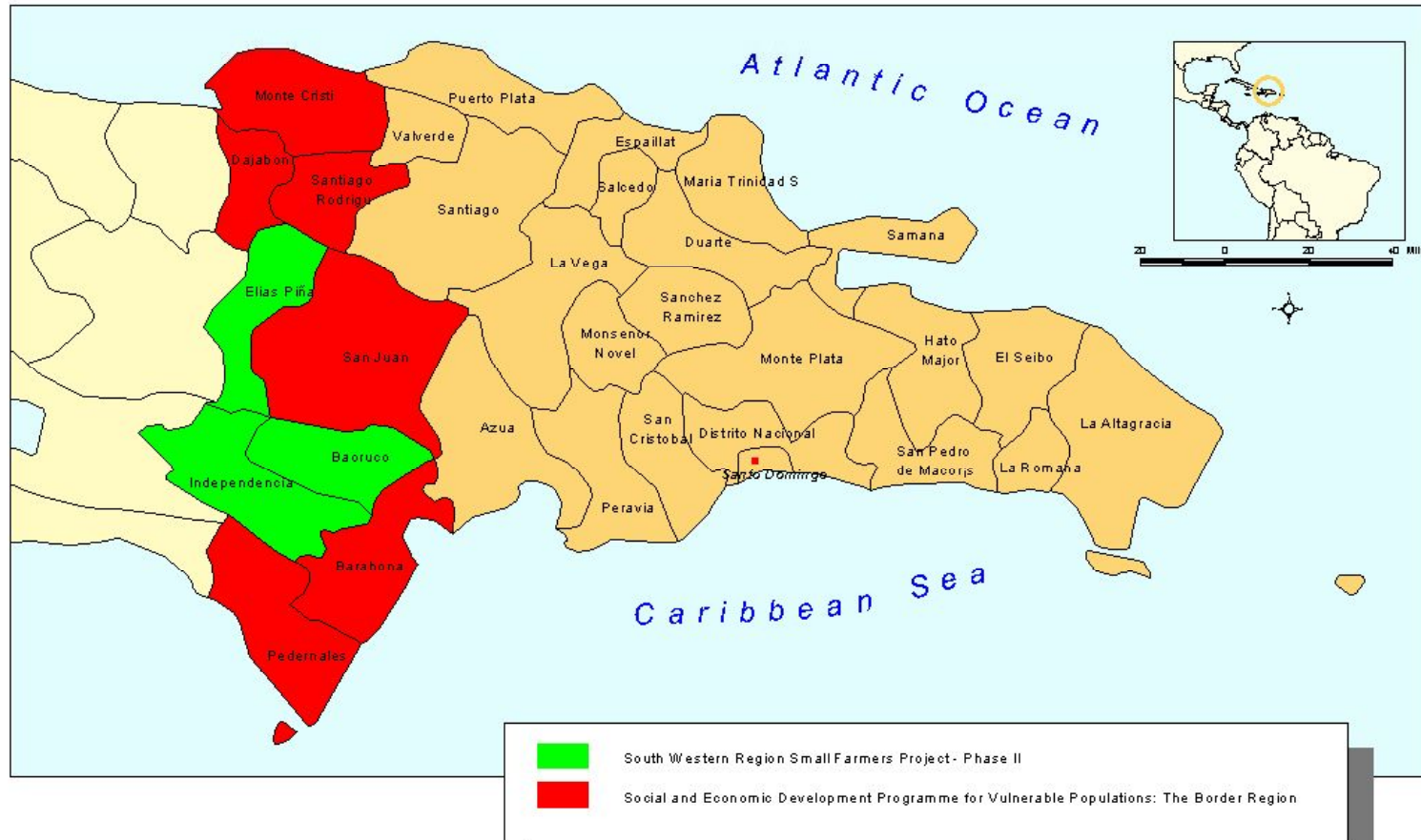
## GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

### Année budgétaire

1<sup>er</sup> janvier - 31 décembre

## CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME

### DOMINICAN REPUBLIC



Source: IFAD

The designations employed and the presentation of the material in this map do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of IFAD concerning the delimitation of the frontiers or boundaries, or the authorities thereof

Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

### PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT SOCIOÉCONOMIQUE EN FAVEUR DES POPULATIONS VULNÉRABLES DES PROVINCES FRONTALIÈRES

#### RÉSUMÉ DU PRÊT

<b>INSTITUTION INITIATRICE:</b>	FIDA
<b>EMPRUNTEUR:</b>	République dominicaine
<b>ORGANISME D'EXÉCUTION:</b>	Office national de planification (ONAPLAN)
<b>COÛT TOTAL DU PROGRAMME:</b>	24,0 millions de USD
<b>MONTANT DU PRÊT DU FIDA:</b>	10,06 millions de DTS (équivalant approximativement à 14,0 millions de USD)
<b>CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:</b>	18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds
<b>COFINANCEUR:</b>	Fonds de l'OPEP
<b>MONTANT DU COFINANCEMENT:</b>	5,0 millions de USD
<b>CONDITIONS DU COFINANCEMENT:</b>	Prêt
<b>CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:</b>	4,0 millions de USD
<b>CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:</b>	1,0 million de USD
<b>INSTITUTION CHARGÉE DE L'ÉVALUATION PROSPECTIVE:</b>	FIDA
<b>INSTITUTION COOPÉRANTE:</b>	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

## NOTE DE PRÉSENTATION

### **Qui sont les bénéficiaires?**

En République dominicaine figurent au nombre des ruraux pauvres des petits producteurs, des agriculteurs sans terre et des saisonniers; des travailleurs agricoles (y compris ceux qui sont employés dans les plantations de canne à sucre); des chefs de microentreprises et des petits commerçants des provinces frontalières. La population extrêmement pauvre, qui est pour la majeure partie d'origine haïtienne constitue un groupe particulièrement vulnérable surtout les femmes et les enfants. D'après la dernière évaluation officielle, 56% de la population vit en deçà du seuil de pauvreté et 19% dans une extrême pauvreté, ces chiffres étant encore plus élevés dans les zones rurales. Environ 70% des bénéficiaires du programme gagnent moins de 1 USD par jour, et les autres moins de 2 USD. La zone du programme comprend environ 241 000 ruraux pauvres, dont 50 000 extrêmement pauvres. Le groupe cible est estimé à 105 000 personnes, dont 35 000 bénéficiaires directs, y compris les 9 000 Dominicains d'origine haïtienne vivant dans les *bateys* (campements pour travailleurs saisonniers migrants) dans les provinces frontalières.

### **Pourquoi sont-ils pauvres?**

La pauvreté rurale est principalement imputable à la quasi-absence d'infrastructures sociales et de moyens de production, aux possibilités d'emploi limitées, à l'insuffisance des services agricoles, à la chute des cours sur les marchés mondiaux et à la contraction des marchés de produits agricoles traditionnels, et au fait que les petites entreprises rurales ne reçoivent pas l'appui dont elles ont besoin. À cela viennent s'ajouter dans le cas des plus pauvres, c'est-à-dire des Dominicains d'origine haïtienne, les préjugés et l'exclusion sociale. De plus, la vulnérabilité aux phénomènes naturels, tels que l'ouragan Georges, aggrave encore sensiblement la situation des ruraux pauvres.

### **En quoi le programme les aidera-t-il?**

Conformément au cadre stratégique du FIDA, l'objectif du programme consiste à renforcer les organisations de ruraux pauvres et à valoriser leurs ressources humaines et sociales pour en faire le pivot d'un développement économique et social durable dans les provinces frontalières. Des programmes d'éducation et de formation seront organisés, notamment en faveur de la population d'origine haïtienne, qui recevra par ailleurs une aide juridique pour l'obtention de certificats de naissance et de papiers d'identité, et des investissements seront réalisés dans l'infrastructure sociale et productive. Le programme financera un plan économique à long terme axé sur le marché, destiné à développer les services en faveur de la production, des entreprises et du marché. Des efforts particuliers seront faits pour permettre aux femmes d'avoir accès à la formation et aux services productifs. Le programme favorisera, par l'emploi de méthodes participatives, le processus de décentralisation dans les provinces frontalières et encouragera ainsi un développement institutionnel général et démocratique. Le programme appuiera également des activités destinées à renforcer les politiques nationales de lutte contre la pauvreté, y compris des initiatives visant à réduire les conflits entre groupes ruraux pauvres aux niveaux communautaire, local et national.

### **Comment les bénéficiaires participeront-ils au programme?**

S'inspirant des enseignements tirés de projets antérieurs appuyés par le FIDA en République dominicaine, le programme repose sur un cadre hautement participatif dans lequel les organisations bénéficiaires seront chargées de l'exécution des plans de développement communautaire ainsi que des décisions en matière d'investissements et d'activités à entreprendre, en particulier lors de l'élaboration des programmes de travail annuels. Les bénéficiaires et les organisations de base participeront pleinement à l'exécution du programme, aux activités de développement local et régional, à la désignation de représentants auprès du Comité de pilotage régional ainsi qu'au suivi et à l'évaluation des activités.



**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA AU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA  
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE  
POUR LE  
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT SOCIOÉCONOMIQUE EN FAVEUR DES  
POPULATIONS VULNÉRABLES DES PROVINCES FRONTALIÈRES**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République dominicaine d'un montant de 10,6 millions de DTS (équivalant approximativement à 14,0 millions de USD) aux conditions ordinaires, en vue de contribuer au financement du Programme de développement socioéconomique en faveur des populations vulnérables des provinces frontalières. Le prêt aura une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux programmes (UNOPS) en qualité d'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA  
STRATÉGIE DU FIDA<sup>1</sup>**

**A. L'économie et le secteur agricole**

1. La République dominicaine occupe dans la partie orientale les deux tiers (49 000 km<sup>2</sup>) de l'île d'Hispaniola dans la mer des Caraïbes, qu'elle partage avec la République de Haïti. En 2000, sa population était estimée à 8,3 millions d'habitants, dont 37% vivant en zones rurales. On estime que 12% de la population a émigré définitivement en Espagne et aux États-Unis. Les envois de fonds des émigrants représentent 10% du produit intérieur brut (PIB) du pays, qui s'élève à 1,6 milliard de USD.

2. Au cours des années 90, la République dominicaine a obtenu de bons résultats économiques grâce au dynamisme de secteurs tels que le tourisme, les zones franches industrielles et, plus récemment, les télécommunications. Ces secteurs, qui sont soumis à une forte concurrence et sont étroitement liés à l'économie mondiale, ont été le principal moteur de la croissance du pays. En revanche, la croissance des secteurs traditionnels tels que l'agriculture et l'industrie a été très limitée et irrégulière. En raison de cette dichotomie, une large section de la population n'a pas accès aux nouveaux emplois et aux nouvelles activités génératrices de revenus. Les données provisoires pour 2001 montrent que le taux de croissance s'est très fortement contracté. Les perspectives de développement macroéconomique à moyen terme restent cependant satisfaisantes; la politique budgétaire est plus rigoureuse; l'inflation reste peu élevée et la dette publique comme le service total de la dette ont fortement diminué.

3. De même que dans la plupart des pays de la région Amérique latine et Caraïbes, la part de l'agriculture dans le PIB a fortement diminué, passant de 20,1% en 1980 à 11,1% en 2000. Le secteur des services occupe une position dominante et contribue pour plus de la moitié au PIB. La chute des cours des produits de base a eu un impact négatif sur la production agricole: en volume comme en valeur, la production des principaux produits d'exportation tels que le café, la canne à sucre, le cacao et le tabac a diminué au cours de la période 1996 à 2000. Les exportations de café ont chuté de près de 60%, tandis que celles de canne à sucre et de cacao ont diminué de 30 à 40%, ce qui s'est traduit par

---

<sup>1</sup> Voir l'appendice I pour de plus amples informations.



une contraction des recettes d'exportation comprise entre 48% et 60% selon les produits. La baisse pour le tabac a été moins marquée, car la production sert principalement à la fabrication de cigares de haute qualité dont les cours ont moins souffert. La rentabilité de la production et de l'exportation vers l'Europe et les États-Unis de bananes produites par des méthodes biologiques est satisfaisante.

4. La plupart des analystes<sup>2</sup> conviennent que si le progrès économique en République dominicaine a permis de réduire la pauvreté urbaine, il n'a eu qu'un impact limité, voire nul, dans les zones rurales. En outre, la vulnérabilité du pays aux phénomènes naturels, comme par exemple l'ouragan Georges dont on peut encore voir les effets dans les zones rurales quatre ans après, aggrave sensiblement les problèmes des ruraux pauvres. La pauvreté rurale est principalement due à l'insuffisance des services agricoles, financiers et technologiques, à la chute des cours du café, du tabac et d'autres produits sur les marchés mondiaux; au fait que les petites entreprises rurales ne bénéficient pas de l'appui dont elles ont besoin, à un accès limité aux terres productives, et pour les Dominicains d'origine haïtienne, aux préjugés et à l'exclusion.

5. Pendant presque tout le XIX<sup>e</sup> siècle, les travailleurs migrants illégaux venant d'Haïti ont travaillé dans les plantations de canne à sucre, logeant dans des *bateys*<sup>3</sup> pendant la période de récolte et vivant dans un grand dénuement. Ils étaient très peu payés et n'avaient accès à aucune forme d'assistance sanitaire ou autres services essentiels. Un grand nombre d'entre eux se sont installés de façon permanente dans les *bateys* et ont eu des enfants, dont la plupart sont sans nationalité étant donné que leurs parents n'étaient pas résidents en République dominicaine, et ne les avaient pas déclarés en Haïti. Avec le temps, les habitants de ces *bateys* sont devenus isolés de la société dominicaine et victimes de graves discriminations, et aujourd'hui ils sont considérés les plus pauvres parmi les pauvres. La rentabilité de l'industrie de la canne à sucre a toujours été liée à l'exploitation de travailleurs migrants illégaux, et les *bateys* sont les vestiges du système des haciendas de l'époque coloniale.

6. D'après la dernière évaluation officielle de la pauvreté<sup>4</sup>, 56% de la population, soit 4,6 millions de personnes, vivent en deçà du seuil de pauvreté et 19% (soit 1,6 million de personnes) dans une pauvreté extrême. Cette évaluation montre également une forte disparité – beaucoup plus importante que dans la plupart des autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes – entre zones urbaines et zones rurales, puisque la pauvreté touche 46% de la population urbaine mais 82% de la population rurale.

## B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA

7. La première phase du projet en faveur des petits paysans de la région du Sud-Ouest (PROPEUR) a donné des résultats contrastés. Alors que les associations d'irrigants et les groupes de femmes ont été organisés de manière satisfaisante, les crédits destinés aux petits exploitants pour la production agricole ont donné des résultats beaucoup moins tangibles, et la coordination aussi bien entre composantes du projet qu'entre institutions publiques concernées ne s'est guère développée. À long terme, l'approche "autoritaire" adoptée par l'agent d'exécution a découragé les bénéficiaires. En outre, le fait que la première phase du projet ait privilégié les investissements dans les infrastructures (irrigation et drainage) a rendu difficile la mise en œuvre d'une démarche participative fondée sur la demande.

<sup>2</sup> Banque mondiale, 2001. *Dominican Republic: Poverty Report. Report No. 21306. June 2001.*

Santana, I. 1999. *Evaluación del Programa de Combate a la Pobreza en la Sociedad Dominicana* (Évaluation du programme de lutte contre la pauvreté dans la société dominicaine). Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

<sup>3</sup> Baraquements installés sur les plantations de canne à sucre pour loger les travailleurs migrants saisonniers pauvres venant de Haïti pendant la récolte.

<sup>4</sup> Office national de planification (ONAPLAN), 1997. *Focalización de la Pobreza en la República Dominicana* (focalisation de la pauvreté en République dominicaine). Rapport sur la population.



8. Les principaux enseignements tirés des projets antérieurs du FIDA en République dominicaine ont montré qu'il importait:

- de retenir les projets identifiés par les communautés et les groupes bénéficiaires de façon à toucher le plus grand nombre possible de bénéficiaires;
- de faire participer les groupes bénéficiaires sur un pied d'égalité à l'identification, à la conception et à la mise en place des infrastructures, et de veiller à les associer aussi au suivi de la qualité de la conception et de l'exécution;
- d'effectuer une analyse *ex ante* rigoureuse des institutions chargées de gérer le crédit;
- d'équilibrer la participation institutionnelle en faisant appel, aux côtés des organismes publics et privés, à des associations locales retenues à l'issue d'un processus de sélection;
- d'encourager la participation des femmes et de permettre aux femmes rurales d'intervenir au même titre que les hommes à tous les niveaux du projet et de son organisation.

9. Pour la deuxième phase du projet PROPEUR, l'ONAPLAN a adopté une nouvelle approche et tenu compte des enseignements tirés. Il est chargé au plan national des investissements dans le domaine social et des activités de lutte contre la pauvreté, et met désormais en œuvre une approche davantage compatible avec les stratégies du FIDA en matière de réduction de la pauvreté et de développement rural, qui encourage les initiatives fondées sur la demande et la participation des organisations de bénéficiaires.

### **C. Stratégie de collaboration du FIDA avec la République dominicaine**

10. La situation sociale désastreuse et l'extrême dénuement des populations vulnérables du pays – hommes, femmes et enfants d'origine dominicaine/haïtienne – confirment la nécessité d'élargir la participation de la population cible aux opérations menées en commun par le FIDA et le Gouvernement dominicain. En conséquence, tout en continuant d'accorder la priorité aux petits exploitants et aux paysans sans terre ainsi qu'aux femmes rurales, les nouvelles opérations du FIDA dans le pays s'adresseront également aux populations rurales les plus vulnérables. Dans le contexte politique actuel, plus démocratique, les efforts ont été recentrés sur la mise en œuvre d'une approche systématique globale de lutte contre la pauvreté rurale et du développement rural à l'échelle du pays. Le cadre stratégique adopté pour les futures interventions du FIDA en République dominicaine privilégie le renforcement des moyens d'action des organisations de ruraux pauvres qui vivent dans les zones frontalières avec Haïti de façon à améliorer la situation socioéconomique des populations et à renforcer leur rôle sociopolitique.

11. La stratégie du Fonds pour la République dominicaine vise à améliorer la situation des pauvres et des très pauvres dans les zones rurales en développant leurs capacités à exercer des activités rémunératrices, ce qui implique d'adopter une approche beaucoup plus large. Pour améliorer le sort des personnes vulnérables d'origine haïtienne, il faut avant tout que leur soit reconnu le droit à la citoyenneté dominicaine (en leur permettant d'obtenir un certificat de naissance et des papiers d'identité), à un meilleur logement, à l'éducation, aux services de santé et d'assainissement et à des programmes nutritionnels améliorés pour les enfants. Ceux qui travaillent dans les champs de canne à sucre, les anciens ouvriers agricoles ainsi que les jeunes ruraux, qui sont tous associés à un secteur en déclin, doivent recevoir une formation qui augmentera leurs chances de trouver un meilleur travail, mieux rémunéré, en dehors du secteur sucrier et de quitter les *bateys*.

12. Il faudra également s'attacher à régler les conflits, car le programme aura à traiter de problèmes liés à des préjugés historiques et à l'exclusion. Le groupe cible comprend des Dominicains d'origine haïtienne, mais il faudrait veiller à ce qu'il soit représentatif de l'ensemble de la population de façon à éviter ou à prévenir tout conflit entre les différents groupes bénéficiaires. On s'efforcera de renforcer au mieux les partenariats stratégiques, notamment avec les organisations de base, afin d'élaborer une approche non conflictuelle du développement. À cette fin, on recherchera la participation active des

groupes bénéficiaires et des organisations privées à l'échelon local et national qui travaillent avec les populations vulnérables. Les efforts de décentralisation du gouvernement ouvriront la voie à la mise en place d'une approche participative de la réduction de la pauvreté rurale fondée sur la demande.

### **Activités de lutte contre la pauvreté des autres principaux donateurs**

13. La Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque mondiale et l'Union européenne (UE) sont les principaux donateurs multilatéraux présents en République dominicaine. Avec plus de 800 millions de USD, la BID a le plus important portefeuille de prêts et d'activités axées sur la réforme et la modernisation de l'État, l'eau, l'assainissement, la fourniture d'électricité, le réseau routier, l'éducation et la santé. Le portefeuille de la Banque mondiale représente plus de 300 millions de USD investis dans les secteurs de la santé (prévention et lutte contre le sida), de l'énergie électrique, du développement des marchés, de l'éducation et de la reconstruction à la suite du passage de l'ouragan Georges. Le plan indicatif 1996-2000 de l'Union européenne prévoyait des investissements d'environ 125 millions de USD, principalement dans l'éducation, la santé et le développement des marchés pour les populations urbaine et rurale vivant dans les provinces frontalières d'Haïti.

14. Les donateurs bilatéraux sont l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), l'Institut allemand de crédit pour la reconstruction (KfW), l'Office allemand de la coopération technique (GTZ) et les Gouvernements italien, japonais et espagnol. Bien que l'USAID ait revu son programme à la baisse au cours des dernières années, sa contribution aux travaux de reconstruction à la suite du passage de l'ouragan Georges s'est chiffrée à près de 100 millions de USD. Son nouveau programme opérationnel, qui doit encore être approuvé par le Congrès des États-Unis, prévoit notamment une aide à la prévention et à la lutte contre le sida ainsi qu'un programme "nourriture pour l'éducation" pour les enfants vivant dans les *bateys*. Le KfW appuie le programme d'intervention sociale *Pro-Comunidad*, tandis que le GTZ concourt aux programmes de décentralisation des services publics actuellement exécutés par l'ONAPLAN.

## **DEUXIÈME PARTIE – LE PROGRAMME**

### **A. La zone du programme et le groupe cible**

15. La zone du programme englobe les six provinces de Monte Cristi, Dajabón, Pedernales, San Juan, Barahona et Santiago Rodriguez, qui se trouvent proches de la frontière avec Haïti. Les trois autres provinces frontalières (Bahoruco, Elias Piña et Independencia) sont couvertes par le projet PROPELUR.

16. D'un point de vue morphologique, la zone cible est composée à 65% de terres plates et à 35% de collines. Les températures sont comprises entre 20° et 35° et la pluviométrie varie de 500 mm à 1 600 mm par an. Les régions de collines sont consacrées à la production de café et de bois d'œuvre, tandis que les terres plates sont principalement vouées à la production de canne à sucre, de mangues, d'agrumes et de bananes, de riz, de maïs, de haricots et de tubercules tropicales. L'élevage est également pratiqué, à petite et moyenne échelle, soit pour la production de viande et de lait, soit pour la production laitière uniquement. Les petits agriculteurs associent la riziculture à la production de maïs, de haricots et de fruits tropicaux, notamment de bananes, et certains possèdent également deux à quatre têtes de bétail pour la production de viande et de lait.

17. On trouve également dans la zone du programme quelques petites entreprises de transformation de fruits et de nombreux petits commerces, ateliers de mécanique, etc. La pêche artisanale est pratiquée le long des côtes des provinces de Pedernales, Barahona et Monte Cristi. Le larimar, pierre semi-précieuse locale, est extrait et transformé dans la province de Barahona. Dans les provinces de Dajabón et de Pedernales, deux marchés ruraux qui rassemblent de nombreux acheteurs/vendeurs de

produits agricoles et non agricoles des deux pays sont organisés deux fois par semaine. Ils pourraient constituer un débouché important pour les microentreprises et les petits producteurs agricoles locaux, qui à l'heure actuelle n'y ont qu'un accès limité.

18. Les ruraux pauvres des provinces frontalières sont des petits agriculteurs et des paysans sans terre, des chefs de microentreprises, des petits commerçants, des campagnards, des travailleurs agricoles (y compris ceux qui travaillent dans les plantations de canne à sucre) et des travailleurs dans le secteur des services ruraux. On compte parmi cette population des personnes extrêmement pauvres et vulnérables d'origine haïtienne, principalement des femmes, des jeunes et des enfants. Le taux d'analphabétisme est plus élevé (60%) et le taux de scolarisation est plus faible (24,7%) chez les femmes rurales que chez les hommes ruraux ou les femmes urbaines. Seulement 32% d'entre elles ont un emploi salarié (contre 78,3% des hommes) et leur revenu est inférieur de moitié à celui des hommes. Au sein de la société rurale, les ménages dirigés par une femme sont ceux dont les revenus sont les plus bas, ce qui indique une forte incidence de la pauvreté et de la pauvreté extrême chez ces familles. Les conditions de vie dans les zones rurales, et surtout dans les *bateys*, sont telles que les femmes ont le plus grand mal à accomplir les tâches domestiques. L'absence d'électricité, d'eau courante et de réseaux d'assainissement, ainsi que l'état de délabrement de la plupart des logements, non seulement rendent les tâches domestiques laborieuses, mais également entraînent de graves risques sanitaires, en particulier pour les jeunes enfants.

19. D'après une étude sur les *bateys* réalisée par l'USAID, 33% des enfants âgés de moins de cinq ans sont fréquemment atteints de maladies respiratoires aiguës, 44% de fortes fièvres et 21% de diarrhée. Seuls 50% ont accès à des services médicaux ou ont été soignés dans un hôpital ou un dispensaire. Comme ils n'ont pas de certificat de naissance, de nombreux enfants (30%) n'ont pas accès à l'éducation. Toutefois, le Secrétaire d'État à l'éducation a récemment demandé que tous les enfants puissent être scolarisés dans l'enseignement primaire, qu'ils aient ou non un certificat de naissance. La situation est plus problématique en ce qui concerne l'enseignement secondaire, car il est indispensable d'avoir un tel certificat pour être scolarisé. Ainsi, le manque d'accès des enfants ruraux pauvres à l'enseignement et le défaut de certificat de naissance figurent parmi les principaux facteurs qui perpétuent la pauvreté dans les zones rurales.

20. D'après les données officielles, plus de 570 000 personnes vivent dans les six provinces qui composent la zone du programme, dont 300 000 en zones rurales. La carte de pauvreté établie par l'ONAPLAN montre qu'il existe dans la zone du programme près de 241 000 ruraux pauvres et plus de 50 000 extrêmement pauvres, dont 45% sont des Dominicains d'origine haïtienne. Le groupe cible est estimé à 105 000 personnes, dont 35 000 bénéficieront directement du programme et 70 000 en bénéficieront indirectement<sup>5</sup>.

## **B. Objectifs et portée**

21. La stratégie générale et la raison d'être du programme sont conformes aux politiques et priorités actuelles du gouvernement en matière de développement rural et de lutte contre la pauvreté ainsi qu'au *Cadre stratégique du FIDA pour 2002-2006* et aux orientations opérationnelles et stratégiques du Fonds pour le pays<sup>6</sup>, comme on peut le voir dans la matrice conceptuelle du programme. La stratégie repose sur une approche globale visant à améliorer le capital humain et social et à favoriser la promotion économique du groupe cible. La matrice conceptuelle du programme<sup>7</sup> présente une synthèse de cette approche stratégique.

22. Le programme tel qu'approuvé par le gouvernement a pour particularité de traiter le problème de la pauvreté dans son ensemble, c'est-à-dire aussi bien la situation des Dominicains d'origine

---

<sup>5</sup> Pour plus de détails, voir le tableau 1 de l'appendice III.

<sup>6</sup> FIDA, 1999. République dominicaine: Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (COSOP).

<sup>7</sup> Voir le tableau 2 à l'appendice III pour plus amples informations.



haïtienne que des ruraux pauvres en général, et par conséquent d'élargir la gamme des bénéficiaires par rapport aux projets antérieurs du FIDA. La composition du groupe cible représente un défi dans la mesure où il comprend des citoyens dominicains marginalisés, ayant des droits sociaux et civils particuliers et un long passé de discrimination. En outre, pour chaque composante du programme on s'efforcera de mettre en œuvre une approche de "réduction des conflits".

23. Cette approche contribuera à l'établissement des droits économiques et sociaux des groupes marginaux, en particulier parce que le gouvernement n'a guère de contrôle sur l'industrie de la canne à sucre (désormais privatisée) et que par conséquent tout effort de lutte contre la pauvreté doit nécessairement trouver son origine en dehors du secteur de l'agriculture paysanne. Dans un pays dont l'histoire est marquée par la présence des *bateys* et la production de la canne à sucre, cela implique la "débateysation" des zones rurales, c'est-à-dire non seulement la réorientation du marché du travail mais également la transformation des *bateys* en communautés rurales n'ayant que peu ou plus de liens avec le secteur sucrier. Pour parvenir effectivement à réduire sensiblement la pauvreté extrême, il faudra donc adopter de nouvelles approches novatrices qui devront bénéficier en permanence du soutien politique des autorités. Enfin, étant donné que les populations vulnérables, en particulier les Dominicains d'origine haïtienne, ont toujours été victimes d'exclusion sociale/politique et de graves discriminations, il faudra s'efforcer de les intégrer au tissu social et leur accorder la nationalité dominicaine, ce qui leur permettra d'avoir davantage confiance en eux.

24. L'objectif général du programme consiste à donner aux organisations de ruraux pauvres vivant le long de la frontière avec Haïti les moyens nécessaires pour que la population de la région échappe à la pauvreté, à l'exclusion et à la discrimination en mettant en œuvre un programme socioéconomique de développement rural intégré et écologiquement viable. Plus précisément, les objectifs sont de permettre aux organisations de base de participer véritablement au processus de prise de décisions et de développement économique et social au niveau local; d'accroître sensiblement et durablement la capacité de la population cible à exercer des activités génératrices de revenus et mieux rémunérées; d'améliorer les conditions de vie et l'infrastructure sociale des bénéficiaires; de renforcer les politiques, stratégies et outils opérationnels du gouvernement et de l'ONAPLAN en matière de décentralisation, de lutte contre la pauvreté et de développement régional; et de renforcer les partenariats avec certaines organisations commerciales de façon à favoriser la création de marchés rentables, et donc viables.

### C. Composantes

25. Le programme s'articule autour de quatre composantes: développement du capital humain et social; création de revenu durable; infrastructure sociale; concertation et renforcement institutionnel. Il comprendra aussi une Unité de gestion du programme (UGP).

#### Développement du capital humain et social

26. Cette composante contribuera à renforcer les ressources humaines et sociales des organisations locales de bénéficiaires pour mettre celles-ci en mesure de participer au processus de développement économique aux niveaux local, municipal et régional. Il est prévu à cet effet les éléments suivants:

- **Aide juridique.** Le programme fournira un appui financier destiné à élargir de manière significative le champ et la portée des services d'aide juridique actuellement fournis aux Dominicains ruraux pauvres et aux Dominicains d'origine haïtienne par des organisations non-gouvernementales (ONG) locales et nationales spécialisées pour l'obtention de certificats de naissance et de papiers d'identité.
- **Programme d'alphabétisation et d'enseignement à l'intention des enfants et des jeunes.** Une aide sera apportée pour développer le système local d'enseignement en ouvrant des

cours destinés aux adultes et aux jeunes<sup>8</sup> (lecture et écriture) et en augmentant le nombre d'enfants, de jeunes et de femmes inscrits dans les programmes locaux d'enseignement fondamental.

- **Renforcement des organisations locales.** Le programme assurera une formation régulière aux organisations de base locales de façon à les aider à accroître leur capacité à formuler des diagnostics participatifs, établir un ordre de priorité des demandes communautaires et mettre en œuvre des projets sociaux locaux. En outre, le personnel municipal recevra une formation à la planification participative du développement rural, à la conception de projets et au développement rural ainsi qu'aux processus de décentralisation.

### Création de revenu durable

27. L'objectif de cette composante est d'améliorer sensiblement et durablement les sources de revenu de la population cible grâce à des activités productives axées sur le marché et à une amélioration des salaires. Il est prévu au titre de cette composante les éléments suivants:

- **Plan de développement économique des provinces frontalières.** Son élaboration implique une étude destinée à déterminer les activités agricoles et non agricoles les plus rentables et les possibilités offertes par le marché à l'échelle régionale et nationale. Cette étude deviendra un instrument de planification à long terme utilisé comme point de référence pour les investissements du gouvernement central, des collectivités locales et du secteur privé et servira également de cadre général pour orienter les demandes des bénéficiaires et les projets portant sur la production.
- **Services d'appui technique.** Il sera fait appel sur demande à des services d'appui technique pour contribuer à la planification, à la réalisation et à la gestion d'investissements économiques consacrés à l'agriculture et à l'élevage, aux microentreprises rurales et à la pêche artisanale et à l'exploitation minière. Des études de marché et des services d'appui commerciaux aideront les organisations économiques à identifier les marchés potentiels et les débouchés prometteurs pour les produits locaux.
- **Renforcement des prestataires de services locaux.** Une ONG locale, des consultants et des agents d'institutions publiques bénéficieront d'une formation en matière de développement socioéconomique rural, de façon qu'ils soient en mesure de soutenir efficacement les initiatives des bénéficiaires.
- **Fonds d'aide à la production.** Ce fonds fournira des cofinancements à des organisations économiques relevant ou non du secteur structuré (et non à des individus) destinés à des investissements dans l'infrastructure de production. Il fournira du capital d'amorçage à des agriculteurs pauvres, à des microentrepreneurs et à des pêcheurs artisanaux et à des exploitants de mine pour les aider à franchir, grâce à cette aide à la capitalisation, une première étape vers la modernisation et l'adaptation au marché de leurs activités productives. Une fois que les organisations économiques auront atteint un degré suffisant de capitalisation productive et lancé une activité de production axée sur le marché, le programme les aidera à accéder aux sources locales de crédit, soit celles mises en place par la composante services financiers du PROPESUR, soit celles proposées par les services locaux de financement rural.

---

<sup>8</sup> Personnes ayant entre 15 et 35 ans.

### **Infrastructure sociale**

28. Les communautés rurales seront aidées à améliorer leurs infrastructures sociales et plus précisément: à réparer et/ou construire des habitations, des latrines, des réseaux d'approvisionnement en eau et de petites unités d'électrification; à rénover, réparer et/ou construire des écoles rurales et des postes sanitaires. Les bénéficiaires fourniront de la main-d'œuvre et les matériaux de construction locaux. Les contributions financières demandées seront modestes, compte tenu de l'extrême pauvreté des bénéficiaires et de l'expérience acquise dans le cadre du PROPESUR. Ces activités seront cofinancées au moyen de fonds publics municipaux et provinciaux ainsi que par des apports d'ONG et d'autres programmes nationaux. Des projets de construction exécutés par les communautés seront sélectionnés de façon à donner aux bénéficiaires le sentiment d'être partie prenante et à procurer des emplois aux travailleurs non qualifiés. Des logements seront construits dans les *bateys* et dans les communautés rurales en coopération avec l'Institut national du logement (INVI). Conformément aux règles et règlement du Fonds d'infrastructure social, des engagements fermes de la part des Secrétariats à l'éducation et à la santé seront indispensables pour que puissent être financées la construction et/ou la réparation des écoles rurales et des postes sanitaires.

### **Concertation et renforcement institutionnel**

29. L'objectif de cette composante est de renforcer les stratégies actuelles du gouvernement en matière de décentralisation, de réduction de la pauvreté et de développement régional. Un soutien sera apporté à l'organisation périodique de séminaires locaux et nationaux portant sur les politiques et stratégies gouvernementales de réduction de la pauvreté, de décentralisation, de développement de la zone frontalière et de résolution des conflits. La Faculté latino-américaine des sciences sociales sera chargée d'organiser ces séminaires avec la participation du gouvernement, de la société civile et des organisations de base. L'objectif de cette composante sera aussi de soutenir des mesures visant à minimiser et/ou à résoudre les conflits sociaux provoqués par les préjugés et l'exclusion sociale dont sont victimes les Dominicains d'origine haïtienne. Les efforts déployés dans ce domaine seront appuyés par une stratégie de communication sociale fondée sur les conclusions des séminaires nationaux et locaux.

30. La mise en œuvre des composantes comportera plusieurs étapes<sup>9</sup>, la composante développement du capital humain et social venant en premier en tant qu'activité de démarrage visant à identifier et renforcer les organisations communautaires de base. La première étape sera consacrée aux activités relevant du plan de développement économique des provinces frontalières et à la sélection des activités génératrices de revenus (appendice IV).

## **D. Coûts et financement du programme**

31. Les coûts totaux du programme sont estimés à 24,0 millions de USD. Ce programme de cinq ans sera financé par un prêt du FIDA de 14,0 millions de USD (soit 58% des coûts totaux), par un cofinancement du Fonds de l'OPEP de 5,0 millions de USD (21%), par une contribution du gouvernement de 4,0 millions de USD (17%) et par une contribution en nature des bénéficiaires chiffrée à 1,0 million de USD (4%). Le coût de la composante développement du capital humain et social se monte à 4,4 millions de USD, ce qui représente 19,0% des coûts totaux du programme; celui de la composante création de revenu durable à 8,1 millions de USD (35%); celui de la composante infrastructure sociale à 5,3 millions de USD (23%) et celui de la composante concertation et renforcement institutionnel à 1,9 million de USD (8%). Les coûts liés à l'UGP sont évalués à 3,3 millions de USD (14%), y compris le suivi et l'évaluation (S&E) (3%) et les activités égalité hommes-femmes (3%).

---

<sup>9</sup> Voir appendice V pour de plus amples renseignements.



**TABLEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROGRAMME<sup>a</sup>**  
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
<b>A. Développement du capital humain et social</b>					
- Aide juridique	1 568	277	1 845	15	8
- Programme d'alphabétisation et d'enseignement	2 155	368	2 523	15	11
- Renforcement des organisations locales					
<b>Sous-total</b>	<b>3 723</b>	<b>645</b>	<b>4 368</b>	<b>15</b>	<b>19</b>
<b>B. Création de revenu durable</b>					
- Plan de développement économique des provinces frontalières					
- Services d'appui technique <sup>b</sup>	2 774	500	3 275	15	14
- Fonds d'aide à la production	3 262	963	4 225	23	18
- Renforcement des prestataires de services locaux	382	261	643	41	3
<b>Sous-total</b>	<b>6 419</b>	<b>1 724</b>	<b>8 143</b>	<b>21</b>	<b>35</b>
<b>C. Infrastructure sociale</b>	<b>4 399</b>	<b>863</b>	<b>5 262</b>	<b>16</b>	<b>23</b>
<b>D. Concertation et renforcement institutionnel</b>					
- Séminaires périodiques et renforcement institutionnel	1 450	232	1 682	14	7
- Réduction des conflits sociaux	220	34	254	13	1
<b>Sous-total</b>	<b>1 670</b>	<b>265</b>	<b>1 935</b>	<b>14</b>	<b>8</b>
<b>E. Unité de gestion du programme</b>					
- UGP	1 695	235	1 930	12	8
- S&E	523	83	606	14	3
- Égalité hommes/femmes	622	165	787	21	3
<b>Sous-total</b>	<b>2 840</b>	<b>483</b>	<b>3 323</b>	<b>15</b>	<b>14</b>
<b>Total des coûts de base</b>	<b>19 051</b>	<b>3 980</b>	<b>23 032</b>	<b>17</b>	<b>100</b>
Provision pour aléas d'exécution	150	35	185	19	1
Provision pour aléas financiers	674	109	783	14	3
<b>Total des coûts du programme</b>	<b>19 876</b>	<b>4 124</b>	<b>24 000</b>	<b>17</b>	<b>104</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

<sup>b</sup> Plan de développement économique des provinces frontalières.

**TABLEAU 2 - PLAN DE FINANCEMENT<sup>a</sup>**  
(en milliers de USD)

COMPOSANTES	FIDA		OPEP		Bénéficiaires		Gouvernement		TOTAL		Devises.	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
<b>A. Développement du capital humain et social</b>													
Aide juridique	1 466	75	487	25	-	-	0	-	1 954	8	293	1 660	-
Programme d'alphabétisation et d'enseignement													
Renforcement des organisations locales	1 887	71	580	22	-	-	180	7	2 647	11	386	2 222	39
<b>Sous-total</b>	<b>3 353</b>	<b>73</b>	<b>1 067</b>	<b>23</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>180</b>	<b>4</b>	<b>4 601</b>	<b>19</b>	<b>679</b>	<b>3 883</b>	<b>39</b>
<b>B. Création de revenu durable</b>													
Plan de développement économique des provinces frontalières													
Services d'appui technique <sup>b</sup>	2 505	71	766	22	-	-	269	8	3 539	15	542	2 940	57
Fonds d'aide à la production	1 893	45	1 044	25	670	16	618	15	4 225	18	963	3 262	-
Renforcement des prestataires de services locaux	493	71	164	24	-	-	39	6	696	3	272	386	39
<b>Sous-total</b>	<b>4 891</b>	<b>58</b>	<b>1 973</b>	<b>23</b>	<b>670</b>	<b>8</b>	<b>926</b>	<b>11</b>	<b>8 460</b>	<b>35</b>	<b>1 777</b>	<b>6 588</b>	<b>96</b>
<b>C. Infrastructure sociale</b>	2 365	45	1 236	23	330	6	1 348	26	5 279	22	865	4 383	31
<b>Sous-total</b>													
<b>D. Concertation et renforcement institutionnel</b>													
Séminaires périodiques et renforcement institutionnel	1 299	72	413	23	-	-	87	5	1 798	8	248	1 528	23
Réduction des conflits sociaux	162	59	33	12	-	-	82	30	276	1	36	222	18
<b>Sous-total</b>	<b>1 461</b>	<b>70</b>	<b>445</b>	<b>22</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>168</b>	<b>8</b>	<b>2 075</b>	<b>9</b>	<b>284</b>	<b>1 750</b>	<b>41</b>
<b>E. Unité de gestion du programme</b>													
UGP	965	47	45	2	-	-	1 051	51	2 061	9	250	1 657	154
S&E	379	59	77	12	-	-	184	29	640	3	87	513	40
Égalité hommes/femmes	586	66,3	156	18	-	-	142	16	884	4	183	668	33
<b>Sous-total</b>	<b>1 929</b>	<b>54</b>	<b>278</b>	<b>8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 377</b>	<b>38</b>	<b>3 585</b>	<b>15</b>	<b>520</b>	<b>2 838</b>	<b>227</b>
<b>Total des décaissements</b>	<b>14 000</b>	<b>58</b>	<b>5 000</b>	<b>21</b>	<b>1 000</b>	<b>4</b>	<b>4 000</b>	<b>17</b>	<b>24 000</b>	<b>100</b>	<b>4 124</b>	<b>19 441</b>	<b>434</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

<sup>b</sup> Plan de développement économique des provinces frontalières.



### **E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes**

32. **Passation des marchés.** Les marchés portant sur des biens et des travaux financés par le FIDA seront passés conformément aux directives du Fonds en la matière et aux règles du gouvernement. Les achats de véhicules et d'équipement feront l'objet d'appels à la concurrence locale. Les contrats passés avec des organismes privés de développement rural, des ONG, et des prestataires de services d'assistance technique, de formation et /ou d'autres services le seront sur la base d'appels à la concurrence locale, conformément aux procédures de l'institution coopérante et selon des modalités acceptables pour le FIDA et le gouvernement.

33. **Décaissements.** Les décaissements sur le compte de prêt seront effectués conformément aux procédures fixées dans les documents du prêt. Un compte spécial libellé en dollars des États-Unis sera ouvert auprès de la Banque centrale ou d'une autre banque acceptable pour le FIDA. Un compte en monnaie locale sera ouvert auprès de la banque nationale de réserve et le gouvernement y déposera annuellement des fonds de contrepartie prélevés sur ses ressources. Les fonds du programme seront alloués annuellement sur la base du plan de travail et budget (PTBA) approuvé par le comité de pilotage. L'UGP soumettra les documents relatifs aux dépenses du programme à l'ONAPLAN et à l'institution coopérante, qui vérifieront si les dépenses sont admissibles et présenteront les demandes de décaissement au FIDA.

34. **Comptabilité et vérification des comptes.** À l'entrée en vigueur du prêt, le programme établira un système de comptabilité et de vérification interne des comptes qui sera conçu et installé par un cabinet d'experts-comptables. Les comptes seront ventilés par composante, par catégorie et par source de financement ainsi que sur la base du système de classification des dépenses appliqué par le gouvernement. Un cabinet d'audit satisfaisant pour le FIDA sera choisi et chargé d'effectuer annuellement l'audit financier et de gestion financé par le programme. Des rapports d'audit consolidés seront soumis chaque année au FIDA et à l'institution coopérante.

### **F. Organisation et gestion**

35. L'ONAPLAN sera responsable de l'exécution du programme. Un comité régional de développement du programme (CRDP) sera créé et présidé par le directeur de l'ONAPLAN. Il comprendra trois représentants des conseils provinciaux de développement, trois gouverneurs provinciaux, les maires des capitales des provinces constituant la zone d'intervention du programme, un sénateur régional et un député des provinces participantes, ainsi que quatre représentants élus des bénéficiaires (élection semestrielle par roulement). Le programme veillera en priorité à assurer qu'au moins une femme soit élue comme représentante des bénéficiaires à chaque élection semestrielle. Le directeur du programme, le coordonnateur et le conseiller technique principal seront membres d'office du CRDP mais sans droit de vote et le premier assumera les fonctions de secrétaire. Le CRDP tiendra des réunions officielles par roulement dans diverses localités de la zone du projet et sera responsable des aspects juridiques des opérations du programme. Les délégués régionaux des Secrétariats à la santé, à l'éducation et aux travaux publics ainsi que de l'INVI seront invités à participer aux réunions du comité chaque fois que les activités du programme nécessiteront une coordination intersectorielle.

36. Un fonctionnaire responsable de la coordination des programmes de développement rural et de décentralisation sera choisi avec l'agrément du FIDA. Il ou elle guidera et coordonnera, sous la responsabilité du directeur national de l'ONAPLAN, tous les programmes destinés à lutter contre la pauvreté dans les provinces frontalières et à appuyer le processus de décentralisation du gouvernement, en veillant à ce que les organisations de ruraux pauvres soient représentées.

37. Une UGP, financièrement et administrativement autonome, sera créée par l'ONAPLAN dans la zone du projet. Cette unité sera responsable de l'ensemble de la planification et de la supervision. Tous les travaux sur le terrain à caractère social et productif seront sous-traités à des ONG et des



organisations de la société civile. La préférence sera donnée aux groupes d'organisations de base locales dont le rayon d'action porte sur le social et sur la production. Un directeur de programme sera sélectionné par voie de concours et nommé avec l'agrément du FIDA, de même qu'un haut conseiller technique recruté sur le plan international.

38. L'UGP comprendra un directeur technique adjoint et trois unités de soutien technique pour les volets administration, S&E et égalité hommes-femmes. L'unité administrative sera chargée de toutes les questions comptables et administratives et tiendra les relevés de toutes les dépenses effectuées sur le prêt du FIDA et les fonds de contrepartie du gouvernement. L'unité S&E sera coordonnée par un spécialiste et un assistant. L'unité égalité hommes-femmes comprendra un haut conseiller auprès du directeur du programme, pour les questions relatives à l'égalité hommes-femmes et aux stratégies opérationnelles. Quatre coordinateurs de composantes et un chargé de liaison du programme établis à Saint-Domingue assureront les contacts avec les ministères et les autres organisations publiques/privées associés aux activités du programme. Une unité agricole/commerciale sera chargée de gérer les questions liées à la composante création de revenu durable. Les femmes occuperont au moins 30% des postes de cadre dans l'UGP.

39. Les mesures suivantes ont été décidées en accord avec l'ONAPLAN et le PROPESUR pour assurer la coordination la plus étroite possible des opérations dans les provinces frontalières: i) un comité de coordination comprenant les directeurs du programme et de PROPESUR ainsi que le haut conseiller technique se réunira au moins une fois par mois; ii) des réunions entre le personnel technique du programme et celui de PROPESUR se tiendront régulièrement afin de coordonner les activités et les plans de travail annuels; iii) des efforts particuliers seront consacrés à la coordination des activités de crédit rural de façon à assurer aux bénéficiaires du programme l'accès aux opérations de prêt du PROPESUR; et iv) les activités concernant l'égalité hommes-femmes et le S&E relèveront d'une stratégie et d'un instrument opérationnel unique.

40. Des mesures particulières seront prises pour assurer la coordination avec les projets du FIDA situés du côté haïtien de la frontière. Un comité de coordination sera constitué pour veiller à l'adoption d'une approche harmonieuse du développement socioéconomique des deux côtés de la frontière. La création récente d'une commission mixte dominicaine/haïtienne chargée de mobiliser des ressources financières pour des programmes de développement des zones frontalières donne une nouvelle raison de croire à une action équilibrée en faveur du développement.

41. Au niveau du programme, l'approche adoptée à l'égard du problème de l'égalité hommes-femmes visera à créer les conditions favorables à: i) un accès égal de tous les ruraux, hommes et femmes, aux possibilités offertes par le programme en matière de production, de formation et d'investissement; ii) la mise en œuvre de mesures visant à réduire l'écart entre les hommes et les femmes des zones rurales pour ce qui est du niveau d'éducation/formation; et iii) la promotion de la pleine participation des femmes rurales dans les organismes économiques. Grâce à ces mesures, le programme devrait permettre d'obtenir des améliorations sensibles pour ce qui est de la confiance en soi des femmes et de leur capacité à produire, à entreprendre et à trouver de nouvelles sources de revenu.

42. Les activités destinées à promouvoir l'égalité hommes-femmes qui seront mises en œuvre et/ou financées comprendront entre autres: i) une aide pour la sélection dans le cadre du programme de personnel sensibilisé aux questions d'égalité hommes-femmes; ii) une formation du personnel de l'UGP à ces questions; iii) l'application de stratégies et de méthodologies axées sur ces questions dans toutes les composantes du programme, iv) une formation à des fonctions dirigeantes à l'intention des femmes membres des organisations locales; v) la participation active des femmes dans les organisations économiques et sociales; vi) l'élaboration et la conduite d'études de terrain sur l'égalité hommes-femmes; vii) un soutien à la mise en place d'un système de S&E axé sur les problèmes de l'égalité hommes-femmes; et viii) la promotion d'investissements permettant aux femmes rurales

engagées dans des activités génératrices de revenu d'économiser du temps dans leurs tâches ménagères.

43. Une unité de S&E communiquera régulièrement des informations sur l'exécution et l'impact du programme, en utilisant des méthodes de S&E testées à l'échelon régional, avec l'aide du Programme de renforcement des capacités régionales aux fins du suivi et de l'évaluation des projets de lutte contre la pauvreté rurale en Amérique latine et aux Caraïbes (PREVAL). Compte tenu des caractéristiques de la zone du programme et des bénéficiaires, les analyses et les procédures seront adaptées aux besoins spécifiques du programme, de façon à rendre possible l'élaboration d'indicateurs permettant de juger de l'état d'avancement et d'évaluer les résultats. L'unité coordonnera les activités de S&E de tous les protagonistes des activités du programme. L'UGP sera chargée de coordonner les activités de S&E avec la participation des autres organismes d'exécution et des organisations locales, en appliquant des méthodes participatives d'audit social. Le système mettra l'accent sur la mesure de l'impact du programme. On s'attachera particulièrement à coordonner les activités avec l'unité de S&E du PROPEUR et à consacrer l'attention requise à l'égalité hommes-femmes, en ventilant les données par sexe et en mesurant les progrès pour chaque composante du programme ainsi qu'en examinant l'impact de la réduction des inégalités entre les sexes dans les provinces frontalières.

### **G. Justification économique**

44. Le programme favorisera l'intégration sociale, politique et économique des ruraux des provinces frontalières dans le processus général de développement du pays. En outre, les activités menées dans le cadre du programme pour développer le capital humain et l'économie contribueront à renforcer la confiance en soi des populations rurales pauvres, notamment des Dominicains d'origine haïtienne, à stimuler leur participation effective dans les programmes locaux de développement et à renforcer les moyens d'action de leurs organisations de base.

45. Grâce à son plan de décentralisation et à ses stratégies de coordination institutionnelle au terme du programme, le gouvernement aura mis en route avec la société civile des initiatives et des investissements en coordination avec toutes les institutions concernées, sur la base d'un plan commun de développement à long terme. Le plan économique pour les provinces frontalières, financé et mis en œuvre par le programme avec le plein soutien et la participation des organisations de base et des institutions publiques locales, devrait être un important modèle d'instrument pour la planification à moyen et à long terme des programmes gouvernementaux de décentralisation, de développement socioéconomique et de réduction de la pauvreté.

46. Le programme renforcera les ressources humaines et sociales et assurera durablement la promotion économique et sociale de 35 000 petits exploitants pauvres (hommes et femmes) et de familles de travailleurs salariés établis dans les provinces des provinces frontalières. Dans la zone du programme, les capacités de la population, notamment celles des organisations de base et des femmes des zones rurales, seront renforcées grâce à des programmes de formation réguliers. Les bénéficiaires, hommes et femmes, recevront une aide et une formation portant sur l'agriculture paysanne, la production animale, la gestion de microentreprises et la commercialisation, et les dirigeants des organisations de base et des communautés participeront activement à ces efforts de développement local.

47. Au total, 70 000 personnes supplémentaires bénéficieront indirectement du programme en ayant accès aux infrastructures résultant des investissements consacrés notamment aux services sociaux (éducation et santé), à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement, aux travaux d'électrification et aux routes rurales, qui entraîneront une amélioration sensible des conditions de vie et du réseau de transport et de communication dans les provinces frontalières. Ces personnes profiteront aussi des investissements consacrés à l'aménagement des bassins versants et à la préservation des ressources naturelles, qui seront effectués dans le cadre du programme.

48. L'aide juridique apportée aux Dominicains pauvres d'origine haïtienne pour l'obtention de certificats de naissance et de papiers d'identité marquera une première étape importante vers leur intégration économique et sociale. L'instauration d'un dialogue ouvert sur les épreuves et la situation des Dominicains d'origine haïtienne, conjuguée à une stratégie de communication et de réduction des conflits à l'échelon local et national, aidera les Dominicains à considérer la fraction la plus vulnérable de la population comme faisant partie intégrante de la société. L'action menée par le programme pour éliminer les obstacles qui empêchent actuellement les populations vulnérables des zones frontières d'accéder à l'éducation contribuera à leur redonner confiance en elles-mêmes.

### **H. Risques**

49. Il y a certains risques dus aux politiques administratives actuellement prises par le gouvernement dans le contexte de l'amélioration de la situation économique et sociale des ruraux pauvres et des Dominicains d'origine haïtienne. Le programme devra contribuer à renforcer les politiques de réduction de la pauvreté et les mécanismes d'exécution du gouvernement. Cela étant, il devra aussi viser à améliorer le cadre institutionnel du pays ainsi que les politiques et les initiatives de décentralisation actuelles et donc à fournir les ressources nécessaires à cette fin. Comme dans tous les projets du FIDA, la première priorité sera de soutenir et renforcer les organisations de ruraux pauvres.

### **I. Impact sur l'environnement**

50. Étant donné que l'impact potentiel du programme sur l'environnement peut être pris en compte par des interventions et des recommandations à caractère écologique, ce programme a été classé dans la catégorie B. Les investissements et les dispositions envisagées dans le cadre des technologies proposées par le programme permettront d'améliorer la situation environnementale de certaines des zones menacées de dégradation. L'assistance technique accordée pour le développement de l'agriculture et de la microentreprise se conformera aux pratiques reconnues comme sûres au plan de la préservation des sols, de l'eau et de la végétation et aux règlements relatifs à l'utilisation des pesticides et des produits chimiques. Le programme appuiera des travaux de défense de l'environnement (500 000 USD) dans les zones sensibles. Parmi les effets positifs du programme sur l'environnement, on prévoit une réduction de l'érosion des sols, un meilleur aménagement des bassins versants et la restauration de la biodiversité.

### **J. Aspects novateurs**

51. Le programme comporte quatre aspects novateurs: i) soutien du gouvernement étendu aux Dominicains d'origine haïtienne, renforcement des droits de citoyenneté des populations vulnérables grâce à une aide juridique, réduction des conflits sociaux et stratégie active de communication; ii) renforcement des moyens d'action des organisations locales de base, promotion de leur participation en tant qu'intervenants dans le programme et attribution à ces organisations de pouvoirs décisionnels dans les initiatives locales de développement rural; iii) approche par étapes de la réduction de la pauvreté, en privilégiant les droits de citoyenneté, l'éducation et le bien-être en tant que base de départ du développement économique; et iv) soutien sans réserve au processus de décentralisation et de gouvernance locale.

## **TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ**

52. Un accord de prêt entre la République dominicaine et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

53. La République dominicaine est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.



54. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

#### **QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION**

55. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République dominicaine un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à dix millions six cents mille droits de tirages spéciaux (10 600 000 DTS) venant à échéance le 15 juillet 2020 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président  
Lennart Båge





## **RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ**

(Négociations de prêt conclues le 5 novembre 2002)

1. La République dominicaine (le Gouvernement) obtiendra de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) un prêt (le prêt OPEP) d'environ 5,0 millions de dollars des États-Unis (5,0 millions de USD), pour contribuer au cofinancement du programme conformément aux conditions définies dans l'accord (l'Accord OPEP) conclu entre le Gouvernement et l'OPEP.
2. Aux fins d'exécution du programme, le Gouvernement mettra à la disposition de l'Office national de planification (ONAPLAN) les ressources provenant de ce prêt, conformément aux plans de travail et budgets annuels et aux procédures nationales habituelles en matière d'assistance au développement.
3. L'ONAPLAN mettra à la disposition de l'Unité de gestion du programme (UGP), pendant la période d'exécution du programme, des fonds de contrepartie en pesos dominicains d'un montant total équivalant approximativement à 4,0 millions de USD, conformément aux plans de travail et budgets annuels et aux procédures nationales habituelles en matière d'assistance au développement. À cet effet, le Gouvernement déposera, dès que possible et impérativement dans le délai de 120 jours après la date d'entrée en vigueur, des fonds de contrepartie en pesos dominicains d'un montant initial équivalant à 500 000 USD sur le compte du programme, afin de couvrir les dépenses de la première année du programme, et il déposera ensuite chaque année sur le compte du programme, par anticipation, les fonds de contrepartie prévus au plan de travail et budget pour l'année correspondante du programme.
4. Le Gouvernement veillera à ce que les ressources provenant du prêt soient mises à la disposition de l'ONAPLAN conformément aux plans de travail et budgets annuels.
5. L'ONAPLAN, le FIDA et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) procéderont ensemble à l'examen de l'exécution du programme 30 mois après la date d'entrée en vigueur (examen à mi-parcours) conformément au cahier des charges établi par l'UGP et approuvé par le FIDA et l'UNOPS. Cet examen portera, notamment, sur la mesure dans laquelle les objectifs du programme ont été atteints ainsi que sur les contraintes et difficultés rencontrées, et recommandera les mesures à prendre pour atteindre ces objectifs et éliminer ces contraintes et difficultés.
6. Dans le délai de trois mois suivant la clôture de l'exercice financier, le Gouvernement engagera, sous réserve de l'agrément préalable du FIDA et de l'UNOPS, une société spécialisée choisie par le Gouvernement conformément aux procédures et critères convenus entre le Gouvernement et le FIDA aux fins de vérification des comptes du programme relatifs au premier exercice financier. Dès que possible mais impérativement dans le délai de 90 jours à compter du début de chaque exercice financier suivant, le Gouvernement, sous réserve de l'agrément préalable du FIDA et de l'UNOPS, confirmera la désignation du commissaire aux comptes ou en nommera un nouveau qu'il choisira de la même manière.
7. Des accords entre le Gouvernement et les Secrétariats d'État à la santé, à l'éducation et aux travaux publics et l'Institut national du logement, entre autres organismes publics, concrétiseront l'exécution conjointe des actions prévues par le programme dans les domaines de l'éducation des adultes, de la santé et du logement, ainsi que celles qui ont trait à la construction, à la réparation et à l'entretien des routes rurales. Ces actions seront exécutées par des organismes ou sociétés spécialisés et/ou des organisations non gouvernementales (ONG) ou des organisations de la société civile,

choisies en conformité avec les dispositions figurant dans le manuel d'exécution et les réglementations pertinentes.

8. Le Gouvernement garantira l'exonération d'impôts sur l'importation, l'achat et la fourniture de tous biens et services financés par les fonds provenant du prêt conformément à la législation nationale. Le Gouvernement garantira en outre que les fonds nationaux de contrepartie couvrent le règlement de tout impôt pour lequel la législation nationale ne prévoit pas d'exonération en faveur des programmes de coopération internationaux.

9. Le Gouvernement assurera le personnel du programme contre les risques de maladie, de décès et d'accident dans une mesure compatible avec de bonnes pratiques.

10. Le Gouvernement veillera à ce que le programme contribue à améliorer sensiblement la confiance en soi, la capacité de production et d'initiative et les perspectives de revenu des femmes rurales. À compétence égale, la préférence sera donnée aux femmes, étant précisé qu'au moins 30% des postes de cadre du programme devront être pourvus par des femmes. Les activités en faveur de l'équité hommes-femmes comprendront: i) un appui à la sélection de candidats sensibles à ces questions pour le personnel de l'UGP; ii) la formation systématique en la matière du personnel de l'UGP, des ONG et des organismes privés fournissant des services spécialisés au programme; iii) la participation active des femmes aux instances sociales et économiques; iv) une formation à la gestion et à la direction s'adressant spécialement aux femmes; et v) l'appui à la création d'un système de suivi-évaluation intégrant l'équité hommes-femmes.

11. Dès que l'équipe technique aura été constituée mais impérativement dans un délai de 6 mois suivant la date d'entrée en vigueur, l'UGP établira un projet de manuel d'exécution du programme. Ce projet précisera les points suivants: i) procédures et documents à utiliser dans la passation des marchés conformément aux dispositions de l'accord de prêt; ii) règles administratives, financières et comptables, et procédures de vérification des comptes applicables aux documents comptables et aux rapports financiers; iii) fonctions du Comité régional de développement du programme, de l'UGP, ainsi que des autres intervenants et unités du programme; iv) mandat du personnel cadre du programme; v) réglementation régissant l'utilisation du fonds d'infrastructure sociale et du fonds d'investissement productif comprenant, entre autres dispositions, les critères d'admission, le montant maximum des financements et les cofinancements exigés des bénéficiaires; vi) montants pour lesquels est requise la signature conjointe ou séparée du directeur du programme et/ou du conseiller technique principal pour l'administration des comptes du programme; vii) toutes autres questions dont le Gouvernement et le FIDA conviendront.

12. Aux fins d'exécution des composantes infrastructure sociale et création de revenus durables, l'UGP préparera, dès que possible mais impérativement dans le délai de 6 mois suivant la date d'entrée en vigueur, un projet, donnant satisfaction au FIDA, de règlement opérationnel visant lesdites composantes. Ce règlement contiendra notamment les dispositions suivantes: i) critères d'admissibilité et sélection des propositions des bénéficiaires finaux; ii) plafonds de financement; iii) procédures d'identification, de sélection, de qualification, de formalisation, d'exécution et de suivi-évaluation des sous-projets financés par les fonds apportés; et iv) toutes autres dispositions dont conviendront, en tant que de besoin, le FIDA et le Gouvernement.

13. Aucun retrait de fonds du prêt ne pourra être effectué au titre des dépenses relatives au fonds d'infrastructure sociale tant que le Gouvernement n'aura pas remis au FIDA une copie du règlement opérationnel dudit fonds, approuvé par l'ONAPLAN.



14. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur du prêt:

- a) l'ONAPLAN a sélectionné et dûment recruté le directeur du programme, à la satisfaction du FIDA;
- b) le Gouvernement a dûment ouvert le compte du programme et le compte spécial;
- c) l'accord de prêt a été dûment signé, et la signature et l'exécution dudit accord par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances institutionnelles, administratives et gouvernementales compétentes;
- d) le Gouvernement a remis au FIDA un exemplaire de l'accord de prêt dûment signé, jugé satisfaisant par le FIDA en la forme et sur le fond, et certifié conforme par un fonctionnaire compétent du Gouvernement; et
- e) le Gouvernement a remis au FIDA un avis favorable, émis par le Conseil juridique du Gouvernement, et dont la forme et le fond ont été jugés acceptables par le FIDA.



## COUNTRY DATA

## DOMINICAN REPUBLIC

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand), 2000 1/</b>	48	<b>GNI per capita (USD), 2000 1/</b>	2 100
<b>Total population (million), 2000 1/</b>	8.6	<b>GNP per capita growth (annual %), 2000 1/</b>	6.3
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>), 2000 1/</b>	177	<b>Inflation, consumer prices (annual %), 2000 1/</b>	6.5 a/
<b>Local currency</b>	Dominican peso (DOP)	<b>Exchange rate: USD 1 =</b>	DOP 17.05
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate), 1980-99 2/	2.0	GDP (USD million), 2000 1/	19 894
Crude birth rate (per thousand people), 2000 1/	24 a/	Average annual rate of growth of GDP 2/	
Crude death rate (per thousand people), 2000 1/	5 a/	1980-90	3.1
Infant mortality rate (per thousand live births), 2000 1/	39 a/	1990-99	5.8
Life expectancy at birth (years), 2000 1/	71 a/	Sectoral distribution of GDP, 2000 1/	
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	0.9	% agriculture	11
Poor as % of total rural population 2/	30	% industry	32
Total labour force (million), 2000 1/	3.8	% manufacturing	16
Female labour force as % of total, 2000 1/	31	% services	58
<b>Education</b>		Consumption, 2000 1/	
School enrolment, primary (% gross), 2000 1/	94 a/	General government final consumption expenditure (as % of GDP)	8
Adult illiteracy rate (% age 15 and above), 2000 1/	16	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	79
<b>Nutrition</b>		Gross domestic savings (as % of GDP)	13
Daily calorie supply per capita, 1997 3/	2 288	<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5), 2000 1/	11 a/	Merchandise exports, 2000 1/	5 700
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5), 2000 1/	6 a/	Merchandise imports, 2000 1/	9 700
<b>Health</b>		Balance of merchandise trade	-4 000
Health expenditure, total (as % of GDP), 2000 1/	4.8	Current account balances (USD million)	
Physicians (per thousand people), 1999 1/	1.3	before official transfers, 1999 1/	-2 277
Population without access to safe water (%), 1990-98 3/	21	after official transfers, 1999 1/	-429
Population without access to health services (%), 1981-93 3/	n.a.	Foreign direct investment, net 1999 1/	97 a/
Population without access to sanitation (%), 1990-98 3/	15	<b>Government Finance</b>	
<b>Agriculture and Food</b>		Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP), 1999 1/	0.6 a/
Food imports (% of merchandise imports), 1999 1/	n.a.	Total expenditure (% of GDP), 1999 1/	16.3 a/
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land), 1998 1/	893	Total external debt (USD million), 1999 1/	4 771
Food production index (1989-91=100), 2000 1/	98.1	Present value of debt (as % of GNI), 1999 1/	28
Cereal yield (kg per ha), 2000 1/	3 872	Total debt service (% of exports of goods and services), 1999 1/	3.9
<b>Land Use</b>		Lending interest rate (%), 2000 1/	26.8
Arable land as % of land area, 1998 1/	22.1	Deposit interest rate (%), 2000 1/	17.7
Forest area (km <sup>2</sup> thousand), 2000 2/	14		
Forest area as % of total land area, 2000 2/	28.4		
Irrigated land as % of cropland, 1998 1/	16.7		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database

2/ World Bank, *World Development Indicators*, 2001

3/ United Nations Development Programme (UNDP), *Human Development Report*, 2000

## PREVIOUS IFAD FINANCING

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan/ Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Consolidation and Development of Rural Settlement Project	IDB	IDB	I	19 Dec 79	21 Apr 80	31 Dec 88	L - I - 28 - DO	SDR	9 300 000	85.12%
Small Scale Food Producers Development Project	IFAD	World Bank: IBRD	I	31 Mar 82	04 Mar 83	30 Jun 89	L - I - 98 - DO	SDR	9 000 000	69.26%
South Western Region Small Farmers Project	IFAD	UNOPS	I	03 Dec 87	20 Apr 90	31 Dec 97	L - I - 216 - DO	SDR	6 100 000	89.99%
Agricultural Development Project in San Juan de la Maguana	IDB	IDB	I	02 Dec 93	25 Feb 97	31 Dec 01	G - I - 12 - DO	USD	100 000	73.41%
Agricultural Development Project in San Juan de la Maguana	IDB	IDB	I	02 Dec 93	25 Feb 97	31 Dec 01	G - I - 576 - DO	USD	22 000	
Agricultural Development Project in San Juan de la Maguana	IDB	IDB	I	02 Dec 93	25 Feb 97	31 Dec 01	L - I - 345 - DO	SDR	4 250 000	99.27%
South Western Region Small Farmers Project-Phase II	IFAD	IFAD	I	03 Dec 98	05 Apr 00	31 Dec 05	L - I - 495 - DO	SDR	8 750 000	25.24%





**BENEFICIARIES AND STRATEGY APPROACH**

**Table 1: Potential Direct Beneficiaries of the Programme**

	Small Farmers <sup>1</sup>		Micro-entrepreneurs		Rural Youth and Children		Rural Dwellers and Landless Farmers					
	Men	Women	Men	Women	Male	Female	Dominicans		Dominicans of Haitian Origin <sup>2</sup>			
							Men	Women	Men	Women	Children and Youth	
Farm development	7 500	2 500										
Microenterprise development			800	1 200								
Labour skills training					800	1 200	600	1 500	800	800		400
Legal support									1560	1 560		2 080
Literacy programme			600	300	300	200	600	340	300	500		400
Education programme					600	1 000						3 560
Housing									1200	1 800		
<b>TOTAL<sup>3</sup></b>	<b>7 500</b>	<b>2 500</b>	<b>1 400</b>	<b>1 500</b>	<b>1 700</b>	<b>2 400</b>	<b>1 200</b>	<b>1 840</b>	<b>3860</b>	<b>4 660</b>		<b>6 440</b>

<sup>1</sup> Includes about 800 artisanal fishermen-cum-small farmers who receive technical assistance and productive investments for both activities.

<sup>2</sup> Distributed throughout the programme area and living in *bateys* and other rural settlements.

<sup>3</sup> Social infrastructure would benefit all groups (total 35 000 persons).

**Table 2: Programme Design Matrix**

<b>Strategic Framework for IFAD 2002-2006</b>			
	<i>Strengthening the capacity of the rural poor and their organizations</i>	<i>Improving equitable access to productive natural resources and technology</i>	<i>Increasing access to financial assets and markets</i>
<b>P R O P O S I O N D</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Legal services in support of citizens rights</li> <li>• Education and literacy support programmes</li> <li>• Leadership training</li> <li>• Strengthening grass-roots organizations</li> <li>• Gender equity</li> <li>• Training and strengthening of grass-roots organizations</li> <li>• Strengthening economic organizations of rural poor</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Analysis of regional economic opportunities</li> <li>• Gender equity</li> <li>• Demand-led productive support services for agricultural and rural microenterprise development</li> <li>• Environmental management and conservation technologies and resources</li> <li>• Labour skills training</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Market analysis of productive opportunities</li> <li>• Market support services</li> <li>• Social and productive investment funds</li> <li>• Gender equity</li> <li>• Access to ongoing local rural financial services supported by PROPESUR</li> </ul>

## KEY FILE

### LOGICAL FRAMEWORK

NARRATIVE SUMMARY	VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	ASSUMPTIONS/RISKS
<p><b>Development Goal</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Contribute to improving the quality of life through an inclusive, comprehensive and environmentally-sustainable rural socio-economic development process, which will significantly reduce the poverty, inequality, exclusion and discrimination affecting poor rural populations of the Border Provinces.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number and percentage of households in the Border Region whose living conditions and access to basic services have improved, by sex of the head of household and by programme area.</li> <li>Number and percentage of men and women in the Border Region that have risen above the poverty line, by programme area, compared with those at the time of the baseline study</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Post-programme evaluation.</li> <li>National survey of incomes and expenditures in households</li> </ul>	
<p><b>Project Specific Objectives</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>35 000 rural poor in the Border Region and <i>bateys</i> are organized and empowered to participate in the development process in order to improve their socio-economic conditions in an effective and sustainable manner.</li> <li>ONAPLAN and Government programmes have strengthened their institutional capacity for intervention in the decentralized development process through generating specific policies and dialogue opportunities with civil-society and grass-roots organizations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>35 000 beneficiaries strengthen their capacity for management of the rural development process through their organizations.</li> <li>25 productive organizations of beneficiaries reinforce their institutional and operative capacity for the communal and economic development process.</li> <li>5 local organizations and co-executors reinforce their institutional capacities for the rural development</li> <li>200 technicians from both co-executors and municipalities strengthen their rural development capacities (30% women)</li> <li>Local institutional framework established and working through appropriate mechanisms</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Baseline study</li> <li>Participatory diagnosis</li> <li>Annual evaluation reports</li> <li>Periodic reports</li> <li>Evaluation reports: mid-term and final.</li> <li>Case study</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>The Government's priorities and policies concerning poverty alleviation and decentralization are in line with programme objectives.</li> <li>Programme beneficiaries increase participation in local organizations.</li> <li>The country's climatic conditions are normal and the macroeconomic situation remains stable.</li> <li>The different public-sector actors have positive perception of their participation and the results obtained and therefore continue to participate.</li> </ul>







NARRATIVE SUMMARY	VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	ASSUMPTIONS/RISKS
<b>OUTPUTS</b>			
<b>Human and Social Capital Development</b>			
<p><b>Output 1:</b> Legal assistance and civil registration</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dominicans of Haitian origin regularize their legal status</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Every year, 860 Dominicans of Haitian origin and rural poor are able to register their birth certificates (retroactive and current), obtain identity cards and be recognized as Dominican nationals</li> <li>• Access of children to provincial and national-level public education improves</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Certificates of birth and school registration</li> <li>• Identity cards</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• State institutions support action in favour of civil registration of populations in the Border Region</li> </ul>
<p><b>Output 2:</b> Education and health</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Beneficiaries have access to education</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• At least 3 500 young men and women participate in the literacy programme</li> <li>• 3 380 children and youths receive scholarships to attend primary and high schools</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Periodic reports and evaluation reports: mid-term and final</li> <li>• Component records</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coordination with state institutions in the sector is favourable to project execution</li> </ul>
<p><b>Output 3:</b> Gender approach</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Disadvantaged groups such as women are encouraged to become actively involved in the socio-economic development of the Border Region</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Awards for three successful productive commercial enterprises established by women</li> <li>• At least 7 350 women are integrated into the economy and other profitable productive activities</li> <li>• A reproductive health programme is set up</li> <li>• Variation in the number and percentage of local organizations that have gender equity, by type of organization and programme area</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Periodic reports</li> <li>• Evaluation reports: mid-term and final</li> <li>• Studies/reports</li> <li>• Ongoing survey of local organizations with gender approach</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Government and the PMU policies support programme's gender approach</li> </ul>



NARRATIVE SUMMARY	VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	ASSUMPTIONS/RISKS
<b>Sustainable Income Generation</b>			
<p><b>Output 4:</b> Agricultural production, marketing and microenterprise support services</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Producers and microenterprises improve their technical and commercial management capacity, transforming their subsistence-level activities into income-generating concerns</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>The Economic Development Plan for the Border Region supports focus and investments in the region</li> <li>10 000 agricultural producers supported by technical services</li> <li>2 000 poor microentrepreneurs benefited from programme support (1 000 new beneficiaries)</li> <li>175 microenterprises and 90 commercial organizations supported by the programme</li> <li>At least 5 400 producers' families benefited from agricultural marketing support</li> <li>Number of commercial agreements established between international organizations of 'fair commerce' and organizations in the Border Region</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Economic Development Plan for the Border Region</li> <li>Periodic reports</li> <li>Evaluation reports: mid-term and final</li> <li>Component records</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Agreements reached with strategic partners</li> <li>Sources of credit available</li> </ul>
<p><b>Output 5:</b> Provision of services</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Service providers strengthen their institutional and operative capacity</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>At least nine NGOs strengthen their capacity for the provision of rural development services</li> <li>At least 160 technicians from other local institutions improve their rural knowledge and develop managerial capabilities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Periodic reports</li> <li>Evaluation reports: mid-term and final</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Providers participate in training activities as planned</li> </ul>
<p><b>Output 6:</b> Productive infrastructure</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Groups of agricultural producers and microenterprises capitalize themselves with productive infrastructure</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Five micro-irrigation initiatives for 1 500 beneficiaries of 175 groups</li> <li>80 marketing activities for 4 000 beneficiaries</li> <li>175 activities in support of microenterprises for 3 500 beneficiaries</li> <li>Number of new rural roads constructed, by kilometre and location</li> <li>Maintenance of secondary roads, by kilometre and location</li> <li>USD 0.55 million invested in environmental conservation initiatives.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Technical projects and studies</li> <li>Periodic reports</li> <li>Component records</li> <li>Contracts signed by contractors</li> <li>Progress and evaluation reports</li> <li>Videos, photographs, articles in newspapers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Macroeconomic conditions are stable</li> <li>Demand for local products is good</li> </ul>



NARRATIVE SUMMARY	VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	ASSUMPTIONS/RISKS
<b>Sustainable Income Generation (cont' d.)</b>			
<p><b>Output 7:</b> Labour skills training for young rural people</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Young men and women in the border areas improve their labour capacity and income-generating opportunities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>At least 6 000 young men and women benefit from training activities in at least six specializations: agricultural mechanics, carpentry, hotel management, motorcycle repairs and stonework</li> <li>Number and percentage of young men and women trained, by access to the labour market</li> <li>Number and percentage of young men and women trained, by microenterprises created</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Service provider reports</li> <li>Evaluation reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Training meets needs of young people</li> </ul>
<b>Social Infrastructure</b>			
<p><b>Output 8:</b> Housing construction</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Border Region families have access to appropriate minimum housing by means of a programme for construction, reconstruction and provision of basic services</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Four housing centres built: two in the <i>bateys</i> area and two in poor rural communities (600 new houses and 400 repaired)</li> <li>1 000 poor rural families (600 in the <i>bateys</i>) benefit from the housing programme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Technical studies</li> <li>Periodic reports</li> <li>Component records</li> <li>Contracts with private contractors or public utilities companies</li> <li>Evaluation reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>CEA grants land for implementation of housing plan</li> <li>Communities agree to move and to contribute work for building and maintenance of social infrastructure</li> <li>Contractors interested</li> </ul>
<p><b>Output 9:</b> Basic services infrastructure</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Rural and <i>batey</i> populations have improved their access to basic services (education, health, water, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>11 primary schools built or repaired</li> <li>15 sanitary posts built or repaired</li> <li>11 aqueducts built or repaired</li> <li>60 day-care centres built or repaired</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Technical studies</li> <li>Periodic reports</li> <li>Component records</li> <li>Contracts with private building contractors or public utilities companies</li> <li>Evaluation reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Communities participate in organized manner</li> <li>Need for day-care centres is expressed</li> <li>Contractors interested</li> </ul>



NARRATIVE SUMMARY	VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	ASSUMPTIONS/RISKS
<b>Policy Dialogue and Institutional Strengthening</b>			
<p><b>Output 10:</b> Institutional strengthening</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>ONAPLAN improves its intervention policy and institutional capacity for rural development process</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>50 ONAPLAN technicians improve their capacity for rural development</li> <li>Number and type of consultancies carried out for strengthening of ONAPLAN</li> <li>A public area is established for coordination of regional development in the Border Region</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Periodic reports</li> <li>Evaluation reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coordination between ONAPLAN, other interventions, and the programme is effective</li> </ul>
<p><b>Output 11:</b> Policy dialogue and communication</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Policy dialogue and decision-making processes on development of the Border Region improved</li> <li>Development of a strong communications strategy by the Communications Unit</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Five national seminars and five at local level held on rural poverty, regional development and decentralization.</li> <li>10 scholarships awarded to young men and women researchers from the Border Region – selected on the basis of academic qualifications</li> <li>Number and type of research studies carried out in support of policies and strategies</li> <li>Number and type of materials disseminated, by subject and type of activity</li> <li>Number of fairs held, by location</li> <li>Number of people checking the Web page</li> <li>Number of meetings held for communicators, by location and number of participants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Periodic evaluation reports</li> <li>Publications</li> <li>Reports from FLACSO</li> <li>Brochures, pamphlets, etc.</li> <li>Reports from Communications Unit</li> <li>Web page</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Organizations and representatives of population participate actively in seminars</li> <li>Population reflects on and admits to the treatment of the subject</li> <li>The programme and Government entities favour the policy dialogue</li> </ul>
<p><b>Output 12:</b> Discrimination and exclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Action aimed at minimizing conflicts in the Border region</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number and type of actions carried out (meetings with grass-roots organizations, workshops held, cultural centre established), by location and number of participants</li> <li>Greater awareness among citizens of rights and historical and cultural identity.</li> <li>Favourable changes in Government policies/decisions and in population's attitudes.</li> <li>Strengthened feeling of identity and poor rural people's determination to reduce poverty</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reports and studies</li> <li>Evaluation reports: mid-term and final</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Through political dialogue, Government and programme advocate the integration of Dominicans of Haitian origin.</li> </ul>

## Programme Activities

1. HUMAN AND SOCIAL CAPITAL DEVELOPMENT	2. SUSTAINABLE INCOME GENERATION	3. SOCIAL INFRASTRUCTURE
<p><b>Legal support and registration</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rights and citizenship</li> <li>• Information, diffusion and citizenship</li> <li>• Census of <i>bateys</i></li> <li>• Monitoring system on discrimination and human rights</li> </ul> <p><b>Education and scholarships</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Scholarships for children and young people</li> <li>• Youth literacy programme</li> </ul> <p><b>Training</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Grass-roots organizations</li> <li>• Municipal authorities and staff</li> <li>• Technicians of PMU, APAs and others</li> </ul>	<p><b>Production, rural microenterprises and marketing</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Economic Development Plan for the Border Region</li> <li>• Technical services strengthened               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Institutional strengthening of PMU</li> <li>• Equipment at technological centres</li> </ul> </li> <li>• Production support services               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organization and training</li> <li>• Technical assistance</li> </ul> </li> <li>• Labour skills training               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Training for youth and women in: agricultural mechanics, carpentry, hotel management, motorcycle repairs, stonework, etc.</li> </ul> </li> <li>• Financing of productive investments</li> </ul>	<p><b>Social infrastructure</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Housing</li> <li>• Area diagnosis for housing</li> <li>• Development plan for housing, roads and other infrastructure</li> <li>• Land titling – housing</li> <li>• Technical studies on urbanization and construction</li> <li>• Community organization</li> <li>• Training in construction techniques</li> <li>• Building and reconstruction of houses</li> <li>• Construction of nurseries</li> </ul>
4. POLICY DIALOGUE AND INSTITUTIONAL STRENGTHENING	5. GENDER (CROSS-CUTTING)	6. MONITORING AND EVALUATION UNIT (MEU)
<p><b>Institutional strengthening</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ONAPLAN/project coordination               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Geographical focus on investments</li> <li>• Decentralization support</li> <li>• Strengthened poverty reduction and rural development activities</li> <li>• ONAPLAN capacity and tools</li> </ul> </li> </ul> <p><b>Conflict reduction</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Strengthening of sense of identity and empowerment of target group               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Annual meetings with poor rural people's grass-roots organizations on conflict resolution</li> <li>• Training of peasant leaders</li> </ul> </li> <li>• Regular seminars for development of Border Region               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Social research in the border area and scholarships</li> <li>• Organization of annual national fora on poverty reduction, regional development and decentralization</li> <li>• Organization of annual local and provincial fora</li> </ul> </li> <li>• Communication               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Project activities and dissemination of results</li> <li>• Promotion and strengthening of regional communications network</li> <li>• Training for communication promoters</li> <li>• Dissemination material: audiovisual, posters, pamphlets, etc.</li> <li>• Artisanal and cultural fairs</li> <li>• Cultural centre</li> <li>• Web page</li> <li>• Workshops</li> </ul> </li> </ul> <p><b>Policy dialogue</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Establishment of support mechanisms for: right to nationality, migration and labour policy, land tenancy, <i>bateys</i> municipalization and equal access to social services.</li> </ul> <p><b>Diversity and human rights</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Support to <i>respect</i> for diversity, human rights, decision-making and knowledge dialogue.</li> </ul>	<p><b>Gender equity</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Gender equity in PMU               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Support for selection of personnel</li> <li>• Sensitivity for gender issues in PMU</li> <li>• Consultancies, studies and gender issues</li> <li>• Coordination with gender activities of PROPEUR</li> </ul> </li> <li>• Gender equity in APAs and municipalities               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensitivity for gender issues</li> <li>• Gender training</li> </ul> </li> <li>• Gender equity among beneficiaries               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Women-in-development</li> <li>• Child care</li> <li>• Reproductive health programme.</li> <li>• Sensitivity for gender issues among male agricultural producers</li> <li>• Training in women's leadership</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Design and establishment of M&amp;E system               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Design of system</li> <li>• Adjustment of PROPEUR's computerized monitoring system</li> <li>• Training in M&amp;E</li> <li>• Coordination with Gender Strategy Unit</li> </ul> </li> <li>• Participatory monitoring               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Beneficiaries</li> <li>• M&amp;E Unit</li> </ul> </li> <li>• Evaluations               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base study</li> <li>• Mid-term evaluation</li> <li>• Final evaluation</li> <li>• Studies</li> <li>• Annual meeting</li> <li>• Workshops</li> </ul> </li> <li>• Classification</li> </ul>



**Table 1: Rural Poverty and Agricultural Sector Issues**

Priority Area	Major Issues	Actions Needed	Remarks
<b>Rural population settled in the border regions with Haiti; rural women and children</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• High incidence of poverty among rural population, particularly women and children</li> <li>• Limited economic opportunities and low incomes due to poor crop productivity and livestock farming and lack of off-farm employment opportunities</li> <li>• Lack of access to social infrastructure</li> <li>• Limited access to low-quality rural extension and productive support services</li> <li>• Poor levels of nutrition and education in children</li> <li>• High levels of illiteracy.</li> <li>• Low income caused by gender exclusion and discrimination and by very limited local economic opportunities</li> <li>• Deplorable housing conditions</li> <li>• Limited access to education and health services</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• High priority targeting by Government's poverty reduction programmes</li> <li>• High priority targeting by Government's border development programme</li> <li>• Introduction of better income opportunities</li> <li>• Introduction of crop diversification</li> <li>• Labour skills training programmes</li> <li>• Provision of demand-driven participatory agricultural and non-agricultural productive services and productive investment fund</li> <li>• Provision of productive technologies for natural resources conservation-oriented</li> <li>• Access to Government's child education and nutrition programmes</li> <li>• Improved housing and sanitation services</li> <li>• Introduction of better income opportunities</li> <li>• Adult education and labour skills training programmes</li> <li>• Provision of family planning and reproductive health programmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• High priority in Government's current social agenda and poverty reduction programmes</li> </ul>
<b>Dominicans of Haitian origin settled in bateys and in rural communities of the border provinces; rural women and children</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• High incidence of exclusion, discrimination and poverty, particularly among rural women and children</li> <li>• Exclusion and discrimination in providing birth certificates and identification documents</li> <li>• Limited local economic opportunities</li> <li>• Lack of access to social infrastructure</li> <li>• Low income caused by exclusion, discrimination and very limited economic opportunities at the local level</li> <li>• Deplorable housing conditions</li> <li>• Limited access to education and health services</li> <li>• High incidence of illiteracy.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• High priority targeting by Government's poverty reduction programmes</li> <li>• Elimination of discriminatory legal framework and practices</li> <li>• Legal support for extending birth certificates and identification documents to Dominicans of Haitian origin</li> <li>• Improved housing and sanitation services</li> <li>• Improved access to education and health services</li> <li>• Introduction of better income opportunities</li> <li>• Adult education and labour skills training programmes</li> <li>• Provision of demand-driven participatory agricultural and non-agricultural productive services and productive investment fund.</li> <li>• Provision of family planning and reproductive health programmes</li> <li>• Access to Government's child education and nutrition programmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• For the first time in history, the current government has expressed willingness to solve the social and economic problems of Dominicans of Haitian origin and agreed to an IFAD programme targeted at this social group.</li> </ul>
<b>Government poverty reduction and decentralization framework</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lack of efficient targeting mechanisms</li> <li>• Duplication and atomization of efforts by current institutional programmes</li> <li>• Slow institutional delivery system</li> <li>• Incomplete decentralization laws and regulations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Technical and conceptual support to improve targeting</li> <li>• Improved coordination of institutional mechanisms</li> <li>• Creation of a participatory national fora to discuss poverty reduction and decentralization policies and instruments</li> <li>• Application of a modified Decentralization Law</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Government requests IFAD support</li> </ul>



**Table 2: Target Group Priority Needs and Project Proposals**

Typology	Poverty Level and Causes	Coping Actions	Priority Needs	Project Response
<b>Men and women rural workers (Dominicans and Haitian origin)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lack of proper identification documents</li> <li>High levels of exclusion and discrimination</li> <li>Limited income-generating opportunities</li> <li>Lack of productive and labour skills</li> <li>Lack of access to basic services and social infrastructure</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Low profile in dealing with police authorities</li> <li>Access to 'black' (poorly paid) urban and rural labour markets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Issuance of identification documents</li> <li>Improved self-esteem</li> <li>Productive and labour skills training</li> <li>Adequate housing and basic rural services</li> <li>Productive investment resources for non-agricultural production</li> <li>Strengthened social-productive organizations</li> <li>Non-agricultural support services</li> <li>Women's empowerment and equitable participation in social and economic organizations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Legal services to support identification processes</li> <li>Self-awareness workshops</li> <li>Training actions targeted to <i>batey</i> dwellers</li> <li>Social investment funds</li> <li>Interest groups' non-refundable productive capitalization funds</li> <li>Organizational training</li> <li>Pro-active policy for rural women's participation in project and community decision-making structures</li> <li>Domestic time-saving investments</li> <li>Social and community infrastructure.</li> </ul>
<b>Men and women Small poor farmers and artisanal fishermen</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Limited income-generating opportunities</li> <li>Lack of productive and labour skills</li> <li>Lack of productive support services and capitalization resources</li> <li>Lack of access to basic services and social infrastructure</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Combination of subsistence farming with off-farm employment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Productive and labour skills training</li> <li>Access to technical and financial resources for agricultural and non-agricultural production</li> <li>Demand-driven technical support services</li> <li>Economically oriented organizations</li> <li>Women's empowerment and equitable participation in social/economic organizations</li> <li>Irrigation infrastructure</li> <li>Adequate housing and basic rural services</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Training action targeted to small poor farmers</li> <li>Non-refundable productive capitalization funds</li> <li>Social investment funds</li> <li>Small irrigation works</li> <li>Provision of demand-driven gender-oriented technical and market support services</li> <li>Organizational training</li> <li>Pro-active policy for rural women's participation in project and community decision making structures</li> <li>Domestic time-saving investments.</li> <li>Social and community infrastructure</li> </ul>
<b>Men and women Landless farmers, microentrepreneurs and rural dwellers (Dominicans and Haitian origin)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Limited income-generating opportunities</li> <li>Lack of access to land</li> <li>Lack of productive and labour skills</li> <li>Lack of productive support services and capitalization resources</li> <li>Lack of access to basic services and social infrastructure</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Access to urban and rural labour markets</li> <li>Subsistence rural microenterprises</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Productive and labour skills training</li> <li>Access to government agrarian reform land markets and land rental markets</li> <li>Technical and financial resources for agricultural and non-agricultural production</li> <li>Better linkages to market opportunities</li> <li>Women's empowerment and equitable participation in social/economic organizations</li> <li>Adequate housing and basic rural services</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Training actions targeted to landless farmers and rural dwellers</li> <li>Social investment funds</li> <li>Non-refundable productive capitalization funds</li> <li>Provision of demand-driven gender-oriented technical and market support services</li> <li>Pro-active policy for rural women participation in project and community decision-making structures</li> <li>Domestic time-saving investments.</li> <li>Social and community infrastructure</li> </ul>
<b>Rural children and youth (Dominicans and Haitian origin)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lack of access to basic services and social infrastructure</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Issuance of birth certificates</li> <li>Access to primary and secondary education</li> <li>Access to health services</li> <li>Nutritional support</li> <li>Labour skills training</li> <li>Adequate housing and basic rural services</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Legal services to support issuance of birth certificate process</li> <li>Agreements with Secretariat of Education</li> <li>Improvement of basic education, health and nutrition programmes for communities and <i>bateys</i></li> <li>Social and community infrastructure</li> </ul>



**Table 3: Institutional Capabilities Matrix**

<b>Institution</b>	<b>Strengths</b>	<b>Weaknesses</b>	<b>Opportunities/Threats</b>	<b>Remarks</b>
<b>ONAPLAN</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>National responsibility for country's decentralization and social and economic development programmes</li> <li>Responsible for current border area development and investment activities</li> <li>Responsible for the preparation of the national budget</li> <li>Responsible for preparation and up-dating of the national poverty map</li> <li>Adequate participatory methodologies and financial resources</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lacks adequate targeting and delivery mechanisms</li> <li>Lacks monitoring and impact evaluation methodologies</li> <li>Limited activities in income generation for the rural poor</li> <li>Requires support for the process of decentralization of government actions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Implementing institution for IFAD-financed PROPESUR</li> <li>Provides a very adequate vehicle for IFAD's current and future interventions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>ONAPLAN is the main government interlocutor for IFAD policy dialogue on decentralization, poverty reduction and rural development</li> </ul>
<b>Secretariat of Agriculture (SA)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nationwide field presence</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Top-down approach in extension services</li> <li>Very limited budgetary resources and operational capabilities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reorganization of SA's agricultural outreach is required</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Past IFAD operations experienced difficulty in their operations with SA</li> </ul>
<b>Sugar State Corporation (CEA)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Has ownership of land and responsibility for the improvement and maintenance of <i>bateys</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>CEA is in the process of closing, operating on an interim basis</li> <li>Lacks resources for <i>bateys</i> maintenance and improvement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>CEA land transfer programmes could benefit <i>bateys</i> and rural communities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Strategic alliances with ONAPLAN and IFAD operations could serve to improve its <i>batey</i> improvement and land transfer programmes</li> </ul>
<b>National Institute for Water Resources (INDRHI)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Adequate level of expertise in irrigation and drainage works</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Top-down approach for small irrigation and drainage works</li> <li>Lacks participatory methodologies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Could cooperate with selected small irrigation and drainage projects</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Requires participatory planning of field irrigation and drainage works</li> </ul>
<b>Civil-society organizations and NGOs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Various degrees of fieldwork experience</li> <li>Organized by fields of expertise: human rights; social and economic development; gender; and natural resources - a situation that could improve the efficiency of contracted services</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Highly territorial</li> <li>Paternalistic approach to rural development</li> <li>Limited resources</li> <li>Lack of impact evaluation instruments</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>In view of Government's current policy on the privatization of rural services, NGOs will be regularly involved in the provision of rural social, economic, gender and natural resources management services</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>The ongoing IFAD-financed PROPESUR has acquired valuable experience in contracting, training and evaluating NGO field operational capabilities</li> </ul>







**Table 4: Stakeholder Matrix/Project Actors and Roles**

Component	Actions	Coverage	Perennial Institution(s) Involved	Potential Contractors/ Periodic Inputs	Other Possible Partners in Execution
<b>Human and Social Capital Development</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Legal services to support issuance of birth certificates and identification documents</li> <li>• Education, scholarships and nutritional programmes</li> <li>• Community participatory diagnosis and identification of social and productive demands</li> <li>• (Training of base organizations and leadership identification and training)</li> <li>• Training of municipal staff</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Project area</li> <li>• <i>Bateys</i> and rural communities</li> <li>• Direct beneficiaries</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PMU</li> <li>• ONAPLAN</li> <li>• Municipalities</li> <li>• Secretariats of Education and Health</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Local NGOs</li> <li>• National NGOs</li> <li>• Universities</li> <li>• Private social research/studies centres</li> <li>• National peasant and women's organizations</li> </ul>	
<b>Sustainable Income Generation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Economic Development Plan for Border Region</li> <li>• Agricultural and non-agricultural demand-driven field support services</li> <li>• Productive infrastructure</li> <li>• Labour skills training</li> <li>• Environmental conservation works</li> <li>• Rural roads – opening and repair</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Project area</li> <li>• <i>Bateys</i> and rural communities</li> <li>• Direct and indirect beneficiaries</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PMU</li> <li>• ONAPLAN</li> <li>• INFOTEP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• National NGO</li> <li>• Universities</li> <li>• Private economic research/studies centres</li> <li>• National peasant and women's organizations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PROMER</li> <li>• SETEDER</li> <li>• CEDOPEX</li> <li>• PROMIPIME</li> </ul>
<b>Social Infrastructure</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Housing construction and repair</li> <li>• Water and electricity services</li> <li>• Latrines</li> <li>• School and health infrastructure</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Bateys</i> and rural communities</li> <li>• Direct and indirect beneficiaries</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PMU</li> <li>• ONAPLAN</li> <li>• INVI and municipalities</li> <li>• Secretariat of Public Works</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Local base organizations</li> <li>• Local NGO</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• National NGOs</li> <li>• CEA</li> <li>• PROCOMUNIDAD</li> </ul>
<b>Policy Dialogue and Institutional Strengthening</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Permanent national and local workshops</li> <li>• Decentralization and poverty reduction policy dialogue</li> <li>• Institution-building consultants</li> <li>• Communications and reduction of conflicts</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Project area</li> <li>• Santo Domingo</li> <li>• Government officials</li> <li>• NGOs and civil-society organizations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PMU</li> <li>• ONAPLAN</li> <li>• FLACSO</li> <li>• Other governmental secretariats and institutions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Universities</li> <li>• Private research/studies centres</li> <li>• Consultants</li> </ul>	
<b>PMU</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Operations</li> <li>• Planning, M&amp;E</li> <li>• Gender policies and strategies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Project area</li> <li>• Direct and indirect beneficiaries</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PMU</li> <li>• ONAPLAN</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Universities</li> <li>• Research/studies centres</li> <li>• Accountants and lawyers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consultants</li> <li>• PREVAL</li> <li>• PROGENDERO</li> </ul>

CEA: State Sugar Cane Council; FLACSO: Latin American Faculty of Social Sciences; PROMER: Regional Technical Programme to Support the Development of Rural Microenterprises in Latin America and the Caribbean; SETEDER: Programme for Improving Technical Capacity of Local Organizations to Support Rural Investment Projects in Central America, Mexico and Panama; CEDOPEX: Dominican Centre for Export Promotion; PROMIPYME: Small and Micro Enterprise Support Programme; PREVAL: Programme for Strengthening the Regional Capacity for Evaluation of Rural Poverty Alleviation Projects in Latin America and the Caribbean

Table 5A: Expenditure by Component (USD '000)

Categories	Human and Social Resources		Sustainable Income Development			Social Infrastructure	Policy dialogue Institutional Strengthening		Programme Executing Unit			Total	Physical Contingencies		
	Identificat. & Education	Strengthening Local Grass-Root Organizations	Technical Support Services	Productive Infrastruct Funds	Labour Skills Training		Permanent Seminar & Institutional Strengt.	Conflict Reduction & Social Communic.	PMU	M&E	Gender			%	Amount
<b>I. INVESTMENT COSTS</b>															
<b>A. Vehicles and Equipment</b>															
1. Vehicles	-	21	21	-	-	21	-	-	84	21	21	188	-	-	
2. Equipment	-	8	8	-	-	8	-	15	79	10	8	135	-	-	
<b>Subtotal Vehicles and Equipment</b>	-	29	29	-	-	29	-	15	163	31	28	323	-	-	
<b>B. Contracts and institutional agreements</b>															
1. Contracts with suppliers of technical services	342	1 942	2 583	-	-	-	-	-	-	-	-	4 867	-	-	
2. Contracts for technical assistance, studies, consultancies and audits	25	278	262	-	-	-	1 545	120	166	295	404	3 095	3.2	99	
3. Institutional Agreements for technical services	1 478	-	-	-	643	-	-	-	-	-	144	2 265	1.2	28	
<b>Subtotal Contracts and Institutional Agreements</b>	1 845	2 220	2 845	-	643	-	1 545	120	166	295	548	10 227	1.2	127	
<b>C. Infrastructure Fund</b>															
1. Housing	-	-	-	-	-	3 400	-	-	-	-	-	3 400	-	-	
2. Social Infrastructure	-	-	-	-	-	1 600	-	-	-	-	-	1 600	-	-	
3. Productive Infrastructure	-	-	-	1 750	-	-	-	-	-	-	-	1 750	-	-	
4. Rural roads	-	-	-	1 330	-	-	-	-	-	-	-	1 330	-	-	
5. Environment	-	-	-	550	-	-	-	-	-	-	-	550	-	-	
6. Gender	-	-	-	595	-	-	-	-	-	-	-	595	-	-	
<b>Subtotal Infrastructure Fund</b>	-	-	-	4 225	-	5 000	-	-	-	-	-	9 225	-	-	
<b>Total Investment Costs</b>	1 845	2 249	2 874	4 225	643	5 029	1 545	135	329	326	576	19 776	0.6	127	
<b>II. RECURRENT COSTS</b>															
<b>A. Operation costs</b>															
1. Salaries	-	234	234	-	-	198	137	98	1 255	234	137	2 525	-	-	
2. Inputs and services	-	40	166	-	-	35	0	21	347	45	75	731	8.0	58	
<b>TOTAL RECURRENT COSTS</b>	-	274	400	-	-	234	137	119	1 601	279	211	3 256	1.8	58	
<b>TOTAL BASELINE COSTS</b>	1 845	2 523	3 275	4 225	643	5 262	1 682	254	1 930	606	787	23 032	0.8	185	
Physical contingencies	-	3	33	-	28	3	27	9	31	4	47	185	-	-	
Price contingencies	109	121	232	-	25	14	90	14	101	30	49	783	1.3	10	
<b>TOTAL PROJECT COSTS</b>	<b>1 954</b>	<b>2 647</b>	<b>3 539</b>	<b>4 225</b>	<b>696</b>	<b>5 279</b>	<b>1 798</b>	<b>276</b>	<b>2 061</b>	<b>640</b>	<b>884</b>	<b>24 000</b>	<b>0.8</b>	<b>196</b>	
Taxes	-	39	57	-	39	31	23	18	154	40	33	434	2.2	9	
Foreign exchange	293	386	542	963	272	865	248	36	250	87	183	4 124	0.9	37	

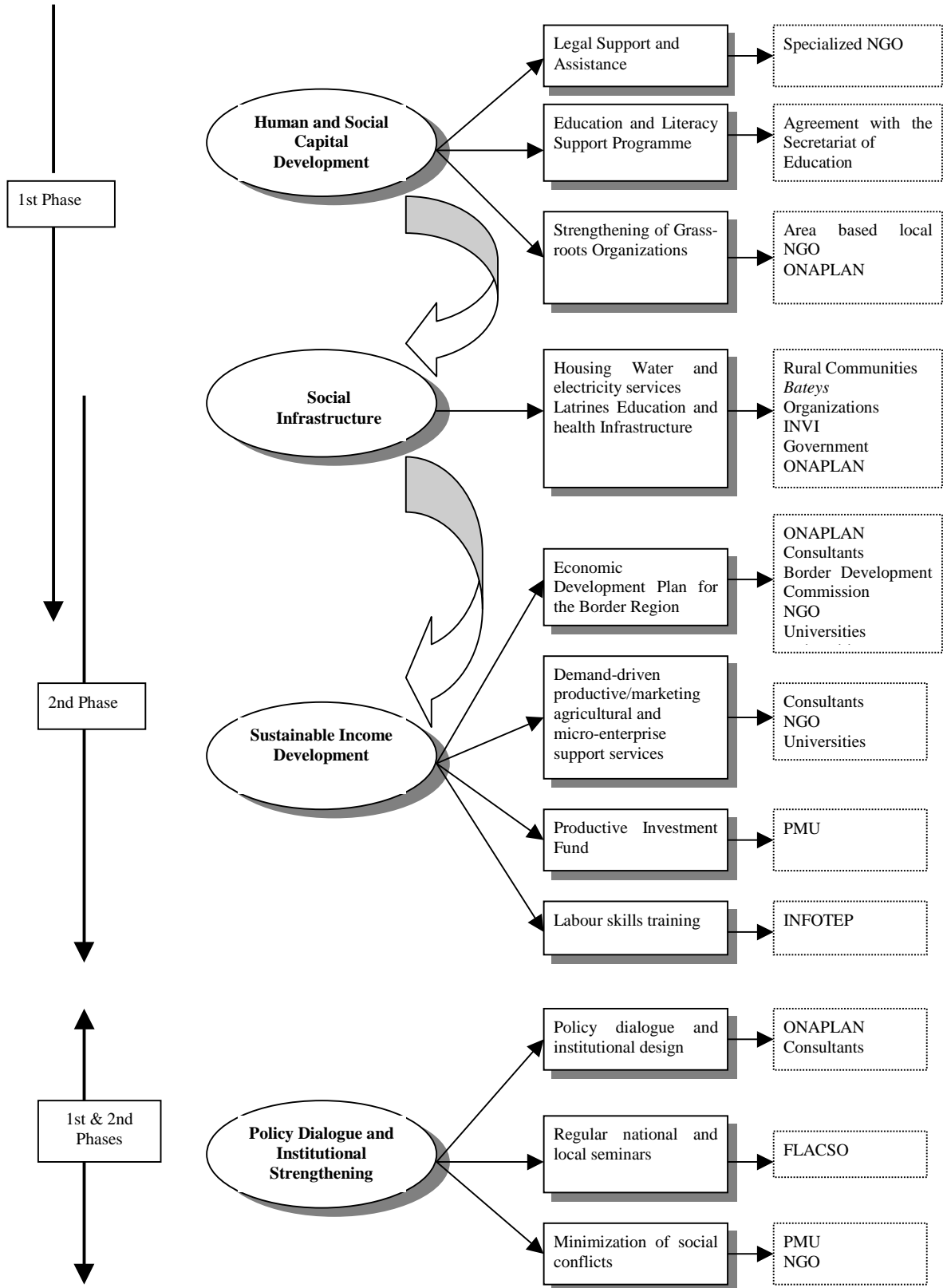


**Table 5B: Expenditure by Financiers (USD '000)**

	IFAD		OPEC		Beneficiaries		Government		Total		For. Exch.	(Excl. Taxes)	Duties & Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
<b>I. INVESTMENT COSTS</b>													
<b>A. Vehicles and Equipment</b>													
1. Vehicles	-	-	191	100	-	-	-	-	191	1	162	29	-
2. Equipment	-	-	117	85	-	-	21	15	137	1	117	4	16
<b>Subtotal Vehicles and Equipment</b>	-	-	308	94	-	-	21	6	328	1	279	33	16
<b>B. Contracts and Institutional Agreements</b>													
1. Contracts with suppliers of technical services	5 172	100	-	-	-	-	0	-	5 172	22	776	4 396	-
2. Contracts for technical assistance, studies, consultancies and audits	3 325	100	-	-	-	-	33	0	3 359	14	504	2 851	3
3. Institutional agreements for technical services	2 377	99	-	-	-	-	39	1	2 416	10	568	1 809	39
<b>Subtotal Contracts and Institutional Agreements</b>	10 874	99	-	-	-	-	72	1	10 946	46	1 847	9 057	42
<b>C. Infrastructure Fund</b>													
1. Housing	-	-	2 364	70	170	5	866	26	3 400	14	510	2 890	-
2. Social infrastructure	-	-	1 112	70	160	10	328	21	1 600	7	320	1 280	-
3. Productive infrastructure	-	-	1 216	70	350	20	184	11	1 750	7	525	1 225	-
4. Rural roads	925	70	-	-	202	15	204	15	1 330	6	266	1 064	-
5. Environment	382	70	-	-	57	10	111	20	550	2	83	468	-
6. Gender	414	70	-	-	62	10	120	20	595	3	89	506	-
<b>Subtotal Infrastructure Fund</b>	1 721	70	4 692	70	1 000	11	1 812	20	9 225	38	1 793	7 432	-
<b>Total Investment Costs</b>	12 625	61	5 000	24	1 000	5	1 904	9	20 499	85	3 919	16 521	59
<b>II. RECURRENT COSTS</b>													
<b>A. Operation Costs</b>													
1. Salaries	1 070	40	-	-	-	-	1 596	60	2 666	11	-	2 370	295
2. Inputs and services	335	40	-	-	-	-	500	60	835	4	206	550	80
<b>Total Recurrent Costs</b>	1 405	40	-	-	-	-	2 096	60	3 501	15	206	2 920	375
<b>Total Disbursement</b>	<b>14 000</b>	<b>58</b>	<b>5 000</b>	<b>21</b>	<b>1 000</b>	<b>4</b>	<b>4 000</b>	<b>17</b>	<b>24 000</b>	<b>100</b>	<b>4 124</b>	<b>19 441</b>	<b>434</b>



### PHASING OF COMPONENTS AND INSTITUTIONAL RESPONSIBILITIES





**PROGRAMME ORGANIZATION AND MANAGEMENT**

